

ESPRIT CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Dossier spécial élections présidentielles, Mars 2017.

Par Florian Palin

Elections présidentielles 2017 - Les raisons d'une impasse



Il est clair que les partis politiques qui présenteront des candidats à la présidentielle ne seront pas en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes aux enjeux de notre époque. Autant les politiques menées au niveau de l'Etat ne peuvent avoir d'impact réel si elles ne sont pas menées de manière coordonnée avec celles d'autres Etats ; autant les hommes politiques les plus à même de gagner les élections participent de réseaux d'intérêts, et plus largement sont les agents exécutants d'une classe dont les intérêts divergent avec les nécessités de notre époque ; autant les décisions sociales sont dictées par des dynamiques économiques qui lui sont extérieures et s'imposent à elles. La réponse ne pourra venir que d'en bas, de la capacité de la société à s'organiser indépendamment du politique et de ses institutions.

Notre époque est traversée par des crises multiples

La société subit actuellement toute une série de crises économiques, écologiques, sociales, culturelles, et politiques. Les partis politiques candidats à l'élection sont soit incapables de reconnaître ces problèmes, soit incapables de formuler des solutions réellement efficaces, soit incapables de les mettre en pratique. Pourtant, des solutions existent. Encore faut-il comprendre les causes du problème et être prêts à opérer les changements qui s'imposent.

Sommaire :

La crise économique – Page 2

La crise politique – Page 12

La crise écologique – Page 19

Une analyse critique des partis et candidats à la présidentielle 2017 – Page 23

Stratégie – Pour changer la société : s'organiser et lutter ! – Page 32

La crise économique

Une critique systémique de l'économie capitaliste et de ses crises

La structure du capitalisme

La propriété privée des moyens de production

Le capitalisme est un système qui repose sur la propriété privée des moyens de production. Il apparaît comme l'agrégation d'une myriade de producteurs privés, poursuivant leurs projets privés et prenant des décisions privés, sur la base du droit de propriété dont ils disposent sur les moyens de production.

Cependant, les biens particuliers qu'ils produisent n'ont pour eux aucune utilité pratique. Elles ne permettent pas aux producteurs (patrons et salariés) de satisfaire l'ensemble de leurs besoins. Leur seule utilité est alors d'être échangée contre d'autres biens.

La socialisation de la production capitaliste : la Marchandisation

A mesure que s'est développée la production privée, au détriment de l'auto-production, s'est développé la marchandisation. Le marché est un espace au sein duquel l'ensemble des biens produits sont mis à disposition de l'ensemble des consommateurs. La présence des biens sur les marchés est ce qui définit le caractère social de la production capitaliste. Mais avec le capitalisme, les biens sont mis à disposition de la société sous une forme bien particulière : celle de marchandises. Les biens n'y sont pas distribués sous forme de don, de prise sur le tas, de rationnement ou de troc. Ils sont échangés contre une certaine somme d'argent. Ainsi pour accéder au marché, les acheteurs doivent avoir de l'argent.

Comment se procure-t-on de l'argent ? En produisant des biens qui seront vendus, les banques centrales ayant en charge d'émettre de la monnaie, les banques commerciale de l'introduire dans l'économie. Ainsi peut s'effectuer la circulation des marchandises, et en sens inverse, de la monnaie. Reste à comprendre comment se détermine la valeur des biens sur le marché.

La concurrence

Avec le marché se développe plusieurs formes de concurrence. Les producteurs privés se retrouvent confrontés à d'autres producteurs privés, qui vont tenter eux aussi de vendre des marchandises similaires. Les acheteurs se retrouvent face à d'autres acheteurs qui vont tenter également d'acheter les mêmes marchandises qu'eux. Enfin, l'ensemble des consommateurs fera face à l'ensemble des producteurs (qui ne sont autres que les mêmes personnes, mais de l'autre côté du rapport d'échange), pour la détermination des prix les plus avantageux (les plus bas possibles pour les consommateurs, les plus élevés possibles pour les producteurs). C'est ce que l'on appelle le « jeu de l'offre et de la demande ». Les prix ne sont donc pas « librement déterminés », mais définis par des rapports sociaux, ici concurrentiels.

La valeur des biens

A mesure que se développe la socialisation marchande de la production, et donc la concurrence, les rapports de négociation interpersonnels, que l'on pouvait retrouver dans le troc et les échanges directs, laissent place à une logique sociale des échanges. Il s'agit là d'une logique de synthèse de l'ensemble des biens vendus aux prix auxquels ils sont vendus. Il se développe un certain contrôle social des prix, du fait que tous les vendeurs et tous les acheteurs sont témoins du prix auquel les marchandises sont proposées. Ceci est valable aussi bien pour une même marchandise qui sera proposée à une multitude d'acheteurs potentiels, que pour un même type de marchandises, proposée aux acheteurs par plusieurs producteurs différents. Cependant, ceci ne nous dit pas comment est calculé ce prix.

Le secret de la valeur : le temps social moyen de production

Comment il l'a été expliqué précédemment, les producteurs produisent des marchandises non pas pour leur consommation personnelle, mais pour les échanger contre de l'argent, puis contre d'autres

marchandises. Ils doivent ainsi vendre la production à un prix qui leur permettra d'acheter les marchandises nécessaires pour leur consommation personnelle – et de racheter des outils de production pour produire de nouvelles marchandises et gagner à nouveau de l'argent. Le temps de production est donc déterminant. Cependant, du fait du caractère social de la production, donc de la présence de concurrents sur le marché, un producteur ne pourra vendre ses produits plus chers que la moyenne des prix auxquels sont vendus ces types de produits. Il devra donc produire plus, donc travailler plus longtemps et/ou, surtout plus vite. La valeur correspond donc non pas au temps de production des marchandises, mais à la moyenne du temps qu'il faut dans la société, pour produire une certaine quantité de marchandises, c'est-à-dire au « temps social moyen de production ».

Ici, le progrès technique prend une place prépondérante. Plus on dispose de machines permettant de produire en masse et plus rapidement, plus on est avantagé dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production et la distribution marchande des produits réalisés. A mesure que la productivité se développe, sont progressivement éliminés de la concurrence les entreprises les moins productives et ne restent que les entreprises les plus productives. L'augmentation continue de la productivité constitue donc un enjeu crucial pour les producteurs privés sous peine de faillite. Ainsi, accumuler de l'argent pour être toujours en mesure d'acheter des moyens de production plus performants devient une nécessité.

Quand la valorisation domine la marchandisation

De là, et si l'on ajoute à cela la tentation individuelle d'une plus grande opulence dans la consommation, de s'élever au dessus de la masse pour le prestige sociale, et/ou l'obtention d'un pouvoir politique, la logique de marchandisation, consistant à échanger des marchandises contre de l'argent (M-A-M), pour obtenir des marchandises se reverse. Devient alors prédominante la logique de valorisation, c'est-à-dire, de produire des marchandises pour les échanger contre de l'argent, pour ainsi produire plus de marchandises, obtenir plus d'argent (A-M-A'), et ce dans un cycle sans fin. Il s'agit là de l'essence même du capitalisme, de son but fondamental. C'est ce qui le distingue des modes de production qui lui ont préexisté. Cependant, si l'on comprend que la valorisation du capital est but d'une société capitaliste, il faut maintenant comprendre comment une somme d'argent initialement investie peut se convertir en une somme d'argent augmentée, c'est-à-dire comment se forme le profit capitaliste. On pourrait penser, en fonction de ce qui a été expliqué concernant la concurrence et la productivité, qu'elle provient des parts de marché que les entreprises les plus productives prennent à celles qui le sont le moins. Seulement, avec une telle hypothèse, dans les situations où le progrès technique stagne relativement, comment se fait-il qu'il y ait encore des profits ? Et surtout, comment se fait-il que même les entreprises les moins productives génèrent également des profits, plutôt que de faire faillite immédiatement ? L'augmentation de la valeur (appelée « survalueur » ou « plus value ») ne peut donc être expliquée par les surprofits résultants des avantages concurrentiels permis par l'inégalité productive.

Le secret de la plus value

La valeur des marchandises dépend, en premier lieu, du travail humain. Ceci est valable aussi bien pour les biens et services destinés à la consommation personnelle, que pour les moyens de production. Sans cela, elles n'auraient ni prix ni valeur. La valeur se rapporte donc toujours au travail humain, même dans le cas où la production est entièrement effectuée par des machines. Dans ces cas, on calcule les coûts de la production machinique en rapport avec les coûts d'une production qui emploie des salariés, on vend les marchandises ainsi produites à des prix en relation (identiques ou inférieurs) avec ceux des marchandises similaires ou proches, ou comparables. Donc sans travail humain, pas de base de comparaison permettant de déterminer valeur et prix.

Si l'on considère que les prix moyens sont déterminés par le marché, un producteur isolé ne peut pas vendre sa production au-delà de ce prix, sous peine de ne pas vendre ses marchandises. Les producteurs sont mêmes poussés, du fait du progrès technique, à vendre les biens à l'unité de moins en moins chère, donc de produire davantage pour gagner la même somme. L'augmentation de la valeur se produit donc au moment de la production, et non de la vente.

Pour la production, sont achetés des moyens de production : machines, matières premières, infrastructures, moyens de transports, etc. (le capital constant) et de la force de travail (le capital variable). La force de travail correspond au travail salarié. Le salariat a été rendu possible par l'expropriation de petits producteurs agraires. Dépossédés de leurs terres, ne disposant plus des

moyens d'autoproduire, ils devaient vendre leur force de travail aux grandes concentrations agraires, puis industrielles, afin d'obtenir de l'argent et ainsi accéder aux marchandises produites. Le salariat diffère du rapport d'exploitation esclavagiste, qui impliquait que la personne était vendue à un propriétaire qui avait la charge d'entretenir son esclave. Avec le salariat, le prolétaire (celui qui ne dispose pas de moyens de production et n'a à vendre que sa force de travail), loue sa force de travail au propriétaire capitaliste durant une durée déterminée. Après quoi, il rentre chez lui, et doit se débrouiller avec l'argent qu'il a gagné pour subvenir à ses besoins et ceux de ses proches. Avec la location de la force de travail, le propriétaire capitaliste décide du temps durant laquelle il la loue, des horaires, des méthodes, du rythme, du salaire auquel il la rémunère, de la durée du contrat, de sa possible interruption. Il peut ainsi décider de faire travailler le salarié plus longtemps, plus vite, sans le payer davantage (c'est en cela que la force de travail est un capital « variable »). Il peut exploiter le salarié : le payer en dessous de la valeur qu'il a produit, ou, vu sous un autre angle, en le faisant travailler davantage sans pour autant le rémunérer en conséquence (surtravail). Se dégage alors une plus value. En effet, le prix de vente des marchandises (prix de production) est alors supérieur au coût de production, car le travail effectué par les salariés n'est pas entièrement rémunéré.

La répartition de la plus value

C'est cette plus value que le capitaliste empoche sous forme de profit. Cependant, il ne l'empoche pas entièrement pour lui-même, ni ne l'utilise entièrement à des fins personnelles. Il doit d'abord payer la rente foncière, les prêts bancaires et intérêts, les taxes de l'Etat et des collectivités territoriales, verser leurs dividendes aux actionnaires. Ensuite, s'il souhaite que son entreprise reste « compétitive », il doit utiliser une partie de ses profits pour les investir dans des machines plus performantes (consommation productives) avant de penser à dépenser son argent dans des marchandises (de luxe), à le placer en banque ou dans des actions.

Des conditions harmonieuses jamais réunies

Le capitalisme se développe sur la base d'une série de déséquilibres multiples et récurrents. Tout d'abord, pour que la valeur et la plus value se réalisent, il faut que les marchandises soient vendues, et le soient à temps et à un bon prix. Ensuite, il lui faut employer un maximum de force de travail et la rémunérer à un prix qui, dans le même temps permet que les salariés achètent l'ensemble des marchandises produites et qu'il y ait une accumulation suffisante pour financer la reproduction élargie du capital (une augmentation du nombre de moyens de production employés, des marchandises produites, pour compenser la baisse des coûts unitaires). Il faut encore que la qualification de la force de travail et que sa localisation géographique corresponde avec les bassins d'emploi, pour s'adapter aux transformations de la nature de l'emploi, et éventuellement à une réduction du temps de travail permettant une nouvelle répartition harmonieuse des tâches. Il faut enfin assurer l'équilibre entre production de moyens de production et production de biens de consommation et services, et entre nature de la production et nature des besoins des consommateurs. Il lui faut également contrôler l'émission de la masse monétaire pour éviter les phénomènes d'inflation ou de déflation trop importants, anticiper sur la réussite des entreprises pour accorder des crédits – avec des taux d'intérêts adaptés – qui seront remboursés. Or le capitalisme est structuré de telle manière que ces conditions ne sont jamais réunies, favorisant l'arrivée des crises.

Les crises du capitalisme

Les crises du capitalisme ont la particularité de se manifester sous la forme de crises de surproduction. A un moment donné, il y a trop de marchandises produites par rapport à la demande solvable (le nombre de personnes ayant les moyens et l'envie de les acheter). La pauvreté d'une partie – plus ou moins importante – de la population, fait face à l'amoncellement d'une immense quantité de marchandises invendables. Avec la baisse de la demande, les entreprises diminuent la production et licencient du personnel, ou diminuent les salaires, certaines font faillite. Les baisses de salaires et la montée du chômage diminuent encore la demande, ce qui affecte encore d'autres entreprises. La crise s'aggrave alors. Et le phénomène se prolonge jusqu'à une éventuelle reprise, c'est-à-dire lorsque des investisseurs aventureux ayant suffisamment accumulé se lance dans la production, ce qui entraîne des créations d'emplois, et fait remonter la demande.

La crise commerciale

La propriété privée et la distribution marchande de la production impliquent que les marchandises doivent être vendues, et doivent l'être dans les délais et à un prix suffisant pour rentabiliser la production et assurer un profit. Or ces conditions ne sont pas garanties. La réalisation de la valeur est ainsi « accidentelle ». Or des entreprises qui n'arrivent pas à vendre – à vendre suffisamment, assez rapidement, et à un prix rentable – entraînent des baisses de salaires, des licenciements, voire la faillite. Ces difficultés peuvent se répercuter sur les autres entreprises, ce qui entraîne des crises.

La disproportion entre les sections productives

Avec le ralentissement des ventes des biens et services de consommation survient un ralentissement de la production. La baisse de la demande solvable entraîne une baisse de la demande chez les distributeurs de biens et les prestataires de services. Celle-ci se répercute sur la production industrielle de biens de consommation. Il en résulte que les machines s'usent moins vite et que les ressources sont moins rapidement consommées. La crise s'étend alors aux producteurs de moyens de production : de machines et de matières premières, et touche donc l'ensemble des secteurs de la production et de la distribution.

Le phénomène inverse peut se produire : trop peu de moyens de production produits entraîne un ralentissement générale de la production – matières premières, ressources, biens de consommation – s'étendant ensuite aux services et à la distribution. Mais dans ce sens la crise peut être vite résorbée, car le manque de moyens de production et de ressources attire des investisseurs qui y voient de nouveaux marchés à conquérir et donc une opportunité de réaliser des profits. A moins d'une pénurie de ressources pour des raisons écologiques : épuisement des réserves de minerai ou d'énergie, ou d'une réglementation en limitant l'extraction – ce qui prolongerait et approfondirait la crise.

Les Crises Monétaires – Bancaires

Avec les difficultés commerciales, les paiements deviennent plus aléatoires, ils se font à retardement, et les capitalistes éprouvent des difficultés à rembourser les dettes. L'argent semble se raréfier. Se développe la peur de prêter à perte (capitalistes et banques). Les capitalistes cherchent des moyens d'achat et de paiement notamment auprès des banques, mais du fait de la crise commerciale, ni les capitalistes privés, ni les banques ne sont très enclins à accorder des crédits.

La crise apparaît comme manque de liquidités – on a l'impression qu'il suffirait de les augmenter : de faire plus de crédits, de faire fonctionner la planche à billets, ce qui est faux.

Les capitalistes ayant trop commercé à crédit, ils découvrent que leurs productions et commerces à crédit ne représentaient rien, qu'il s'agissait de valeur fictive. Les crédits non solvables perdent leur valeur monétaire et sont détruits – entraînant une perte pour le créancier.

La pénurie d'argent entraîne une hausse des taux d'intérêts, qui est d'autant plus problématique qu'elle est corrélée à la baisse du taux de profit.

Les détenteurs de crédits partent en quête d'argent réel (monnaie métallique, ou billets) en tentant de les revendre. Les banques sont prises d'assaut et l'on se rend compte qu'il n'y a pas assez de monnaie réelle créée pour tout le monde.

Il en découle : 1 une dévalorisation des marchandises, une chute des prix, 2 une dévalorisation de la monnaie de crédit (actions et obligations), 3 une ruée sur les moyens monétaires.

En définitive, les difficultés monétaires découlent des difficultés de l'économie réelle. Aucune banque n'a le pouvoir ni pour fonction d'acheter les marchandises invendables – de valider le caractère social de la production (privée) – d'autant plus s'il s'agit de marchandises fictives. Dans ce cas elle dévaloriserait la monnaie – ce qui entraînerait une immense vague d'inflation (hausse des prix). Le rôle des Banques centrales se limite à injecter de la monnaie (pour ne pas léser les capitalistes actifs), mais pas trop (pour éviter l'inflation et soutenir des capitalistes en faillite).

Les banques sont des outils prisonniers entre deux fonctions de la monnaie : circulation de la valeur et incarnation de la valeur/moyen de réserve. Cette contradiction renvoie à celle entre les deux dimensions de la production capitaliste : travail privé et validation sociale.

Les Banques centrales ne peuvent que contrôler la masse de monnaie en circulation, détruire les crédits excédentaires, faire varier les taux d'intérêts, en vouant une partie du capital à la faillite. Elles ont en définitive un rôle en définitive de gestion du mode et du rythme de la crise, ni plus, ni moins.

Les Crises Financières - Boursières

Les crises financières viennent du fait que trop de titres de propriété et de crédits ont été créés et mis en circulation. Il y a eu trop de promesses de valeurs futures (infondées) par rapport aux possibilités de valorisation réelles, trop de capital fictif créé sur la base de la capitalisation des revenus de ces titres, trop de spéculation sur ces derniers (hausse des cours sans rapport avec leur valeur réelle, ce qui aboutit à la création de bulles spéculatives).

Les crises financières traduisent le fait que le capital réel ne parvient pas à se valoriser, du moins pas suffisamment. Les titres sont alors des valeurs en cours de dévalorisation (valeur en baisse) ou des valeurs fictives (déjà sans valeur ou à une valeur inférieure au prix de marché). Comme la formation du capital fictif, achat de titres, spéculation, s'est effectuée à crédit, la crise financière se double d'une crise monétaire, ce qui implique donc une crise du crédit. Il s'ensuit une volonté de brader les titres de propriété et de les convertir contre de l'argent réel. En conséquence, se produit une destruction d'une bonne partie du capital financier (se retrouvant sans valeur).

Il existe deux types de crises financières :

Les crises purement financières

Elles reposent sur une anticipation de la hausse de la valeur de marché, d'une hausse des revenus des titres de propriété, et/ou des baisses de taux d'intérêt. Il s'ensuit des achats massifs de titres de propriété et des recours importants au crédit. Ceux-ci provoquent une hausse des cours, donc des prix des titres de propriété, encourageant la spéculation. Mais on s'aperçoit que ces anticipations étaient infondées : les revenus des titres sont plus bas que prévus, voir nuls. Les taux d'intérêts sont maintenus ou augmentés. Il apparaît que les cours sont surévalués. C'est le moment du Krach – éclatement de la bulle spéculative : chute des cours, destruction de capital fictif. Ceci entraîne la ruine de spéculateurs et de financiers. Ces conséquences rejettent sur l'économie réelle : diminution de la solvabilité des capitalistes actifs détenant en même temps du capital fictif, contraction de l'échelle de reproduction du fait des pertes financières. Le capital bancaire est mis à mal (à cause des crédits pour les achats d'actions ou d'obligations peu ou non solvables, à cause du fait que les banques se sont lancées elles-mêmes dans la spéculation). Il s'ensuit une destruction d'une partie du capital bancaire : faillites de banques, réduction du capital bancaire des autres – qui doivent utiliser une partie de leurs fonds pour éponger les dettes. Les possibilités d'obtenir de l'argent pour les capitalistes actifs se réduisent alors. Les crises financières ne sont donc pas sans impact sur l'économie réelle. Au contraire, elles révèlent ses difficultés au grand jour.

Les crises financières comme moment et développement de la crise structurelle.

La Crise réelle consiste dans une dévalorisation du capital, une destruction du capital, et une destruction des titres de propriété associés (capital fictif).

Du point de vue financier, on constate que la valeur de marché des titres est nulle, fictive. Ce phénomène tend à affecter la valeur de l'ensemble des titres. La baisse des revenus des titres est en correspondance avec la baisse du taux de profit. Se développe une hausse du taux d'intérêt à cause de la pénurie de capital argent. On assiste à une vente massive de titres de propriété par les détenteurs qui cherchent à rester solvables, à se procurer des moyens de paiement immédiatement (métallique et billets), ce qui entraîne une chute des cours, une panique boursière. L'ensemble du marché est alors affecté. La destruction de capital fictif devient plus massive, s'opère à une échelle plus grande, avec des conséquences sur l'économie réelle plus graves. Les pertes financières des capitalistes actifs compromettent davantage leur solvabilité. Le système bancaire se retrouve plombé par une masse plus importante de titres de propriété sans valeur, qui sont autant de dettes. Il s'ensuit une réduction des prêts, une hausse des taux, au moment où beaucoup de capitalistes auraient besoin de crédits et de taux bas. La crise financière s'aggrave de nouveau.

Comme pour la crise industrielle, la crise financière est l'occasion d'une brusque concentration-centralisation du capital. La baisse des cours est l'occasion pour les capitalistes « en bonne santé » de racheter à très bas prix les titres et le capital.

Crise industrielle, de valorisation du capital – baisse tendancielle du taux de profit

Plus la productivité technique progresse, plus la part de travail mort (effectué par les machines) augmente par rapport à celle du travail vivant. Or comme le profit provient du travail vivant, effectué par les salariés, plus la part de travail mort augmente – mais aussi plus le nombre de salariés dans les entreprises diminue – plus la valeur produite par bien à l'unité diminue, plus le taux de profit tend à chuter.

La baisse du taux de profit est un mauvais signe pour les investisseurs, un signe que la production ne sera pas rentable, que la crise se rapproche et qu'ils risquent d'investir à perte. Les investisseurs gardent ainsi leur argent, tandis que la crise se prépare, s'enclenche, voire se poursuit. On parle ainsi de suraccumulation financière.

La crise de valorisation tend à enclencher une tendance d'un côté, à la suraccumulation des moyens de production (sous-utilisation de capacités de production, usure moins rapide, étendant la crise à la section de la production de moyens de production), et d'autre part, d'argent ne pouvant être réinvesti de manière rentable dans la production (d'où une tendance à la thésaurisation et à la spéculation, aux bulles financières et à leur éclatement dans des krachs boursiers).

Il existe bien des contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit. Tout d'abord, les économies en capital constant : baisse des coûts des matières premières, baisse des coûts des machines (notamment capitalisme monopolistique d'Etat et impérialisme). Ensuite, les économies en capital variable : baisse des salaires (notamment indirects, allongement de la durée du travail). Citons encore les monopoles ou oligopoles, du fait qu'ils sont en capacité relative d'imposer leurs prix (relative car absence de concurrents au niveau des entreprises, mais tension commerciale avec les consommateurs, qui cherchent à les faire baisser), permettent de ralentir la baisse des taux de profits. Enfin, la suppression de certaines destinations de la plus-value (rente foncière, prélèvements étatiques) permet également de faire remonter le profit industriel et commercial. Il existe également des moyens de compenser la baisse du taux de profit par l'extension de la masse de valeur produite (exportations, obsolescence programmée, innovation de produits). Cependant, la baisse du taux de profit ne peut être évitée à long terme, tout comme la crise qui en découle.

Les manifestations violentes de la crise – surproduction, destruction du capital excédentaire (marchandises invendables, moyens de production socialement obsolètes, faillites d'entreprises) – sont l'occasion d'une brusque concentration-centralisation du capital (les capitalistes propriétaires des entreprises les plus productives encore en course de racheter le capital en faillite à un prix moindre, et ainsi de s'étendre). Cependant, ce processus, relançant ponctuellement la dynamique d'accumulation du capital, ne fait que reporter les problèmes à une échelle toujours plus grande, que créer les conditions de crises encore plus généralisées et encore plus violentes.

La crise actuelle

De ce point de vue, la crise actuelle relève d'une accumulation et d'une alternance des différentes formes de crises du capitalisme. Ce qui est apparu au grand jour comme une crise bancaire et financière n'est que la surface apparente d'une crise bien plus profonde, qui puise ses racines, d'une part, dans les difficultés commerciales de toute économie de marché généralisée (crise commerciale), et d'autre part, dans les difficultés accrues de valorisation du capital (crise de valorisation, baisse tendancielle du taux de profit), depuis la fin du Fordisme (des grandes concentrations ouvrières avec de bons salaires).

Le mode de production capitaliste est en crise depuis le milieu-fin des années 70. Il n'a d'ailleurs bénéficié que d'un bref sursaut de 30 ans, car, le mode de production sortait à peine d'une crise profonde dans les années 30, crise qui ne s'est achevée qu'avec la guerre. L'immense destruction du capital qu'elle a causée, ainsi que les avancées technologiques qu'elle a permis, ont donné l'opportunité d'un nouveau cycle d'accumulation sur la base d'un appareil de production modernisé et régénéré. Cumulé aux besoins de reconstruction rapides, à l'extension des secteurs d'activité, notamment du fait des besoins d'administration croissants du capital, mais aussi de stratégies d'ouverture des marchés, et de l'application de procédés d'obsolescence programmée et sociale, permettaient une aire temporaire de plein emploi. L'augmentation de la demande solvable, sur la base de l'extension et de la diversification des marchés, mais aussi du fait compromis fordiste (concessions imposées au patronnat pour des hausses de salaires), permettaient d'augmenter la masse de valeur

produite, tandis que les politiques de capitalisme monopolistique d'Etat social rendaient possible une remontée des taux de profit des entreprises privées par l'absorption d'une partie des coûts de production (matières premières, énergie, transports) par l'Etat, via son monopole sur des secteurs stratégiques de l'économie. Mais cela ne pouvait qu'aller de pair avec des déficits publics croissants, financés à crédits, crédits non remboursables.

La fin du fordisme, consistant dans la 3^{ème} révolution industrielle (développement de l'informatique et de la micro-électronique, de la programmation et de la robotique), permettant d'énormes gains de productivité, et supprimant davantage de travail vivant, a aggravé encore la tendance à la baisse du taux de profit. Couplée à l'essoufflement du besoin de main d'œuvre à mesure que la reconstruction avançait, elle a provoqué le retour d'un chômage de masse croissant. De plus, l'endettement des Etats, du fait de politiques déficitaires à crédit, préparaient les bases d'une nouvelle crise.

Et la crise eut bien lieu, au milieu des années 70. Partant d'une crise dans le secteur pétrolier, elle menaçait de s'étendre à l'ensemble de l'économie monde. Hantés par l'épisode de la crise des années 30, les capitalistes ont à tout prix voulu l'éviter. La réponse qui en résulta fut une nouvelle augmentation des crédits (aux Etats, aux entreprises, aux ménages) et des masses de liquidités injectées dans l'économie (inflation). Cependant, ceci ne pouvait permettre une remontée des taux de profits, et donc stimuler l'investissement.

La réponse capitaliste à une valorisation insuffisante du capital, à la baisse du taux de profit, consista dans le néolibéralisme : démantèlement progressif du capitalisme monopolistique d'Etat social (réduction du service public, notamment postal, ferroviaire, hospitalier, éducatif, administratif), diminution de la protection social, gel ou baisse des salaires, hausse du temps de travail sans hausse de salaires (notamment défiscalisation des heures supplémentaires), allègement des prélèvements sociaux pour les entreprises et les fortunés, afin de les inciter à investir dans la production et créer des emplois.

Cependant, ces politiques pour faire remonter les taux de profits, ont engendré de nombreux problèmes. Tout d'abord, un affaiblissement de la demande solvable, du fait du chômage et des attaques sur les salaires. Ensuite, une multiplication des crédits à la consommation, dont nombre d'entre eux se sont révélés non solvables. De ce fait, les difficultés d'écouler les marchandises ont provoqué une réticence des investisseurs à placer leur argent dans la production. Les incitants soit à thésauriser ou à se lancer dans la finance et la spéculation, soit à délocaliser leurs entreprises dans des pays où le faible prix de la main d'œuvre permettrait de faire remonter le taux de profit (pour les segments légers de la production), soit à investir dans des gains de productivité plus avancés pour capter les surprofits (pour les segments lourds de la production) et donc a supprimer encore davantage de travail vivant, provoquant une situation de surproduction et d'insuffisance de demande solvable.

L'évolution du capitalisme, depuis l'après crise de 1974, n'a été qu'une succession de brèves relances avortées, de récessions, de stagnations, de micro-crisis de plus en plus rapprochées (Krach de 1987, crise monétaire et récession en 1993, crise financière de 1997, éclatement de la bulle internet en 2002, grande crise financière partant de l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, puis en 2015 en Chine, puis crise pétrolière en 2016). Face à la dernière crise en date, les politiques des Etats et des banques n'ont consisté qu'à multiplier les crédits et à mettre en place des politiques d'austérité, sans que rien ne change fondamentalement, si ce n'est une situation qui tend à s'aggraver davantage.

Une limite absolue

Il est à noter que Marx a pointé une limite théorique absolue de la valorisation du capital : il s'agit de l'hypothèse selon laquelle tout le travail vivant, disons le travail vivant dans l'industrie (poumon de l'accumulation du capital) serait remplacé par des machines.

Cette hypothèse tend à devenir de plus en plus probable avec les progrès de l'automatisation – remplacement du travail manuel et intellectuel par la machine (usines entièrement automatisées, intelligences artificielles). Se poursuivant, la course à la productivité – qui constitue la cause de la crise de valorisation – tend à supprimer la source même de la valeur (le travail vivant). Elle tend, tout d'abord, à la supprimer dans les secteurs principaux de la valorisation du capital – la grande industrie (production de moyens de production et de biens de consommation). Sans cela, c'est tout l'édifice capitaliste, qui est dépendant des prélèvements sur la valeur, ou des captations de la valeur produite,

qui se trouve menacé : l'Etat, les banques, la finance, l'économie des services. La tendance à la suppression du travail vivant se trouverait d'autant plus renforcée que les procès d'automatisation appliqués à l'industrie le sont également à de nombreux autres secteurs d'activité (par exemple agriculture, services).

Il en résulte que si le capitalisme tend à supprimer la majorité du travail vivant, il se retrouverait face à sa borne historique : des entreprises qui produisent sans travailleurs et des consommateurs sans argent pour les acheter.

Cette hypothèse n'est pas certaine. Elle dépend des découvertes et innovations scientifiques. Or la découverte n'est pas garantie, ni le moment où elle intervient. Le facteur culturel, ainsi que politique, peut jouer un rôle, même s'il se confronte à la logique du capital qui pousse dans un certain sens, et peut engendrer un effondrement social prématuré. Or déjà avec la tendance actuelle et la grappe d'innovation en cours en matière d'innovation, la valorisation du capital, même si elle n'est pas en mesure de supprimer tout le travail vivant, semble prendre la forme d'une courbe asymptotique (qui se rapproche de sa borne sans jamais l'atteindre totalement), provoquant des catastrophes sociales de plus en plus importantes, et sapant les bases de valorisation centrales du capitalisme (le travail industriel de masse). En effet, les grandes concentrations ouvrières ne sont possibles, dans des conditions de valorisation capitalistiquement acceptables, que si la masse salariale reste inférieure à son équivalent en capital constant. Or le coût du capital constant tend lui-même à diminuer (les machines étant de plus en plus produites avec des machines et sans travail vivant, leur valeur diminue). Il en découle que les segments légers de la production (faible capital constant) sont délocalisés dans les pays les plus pauvres (main d'œuvre moins chère), tandis que les segments lourds (capital constant élevé) sont rapatriés dans les pays riches, mais sous la forme d'usines hyper robotisées. De ce fait, le capital se trouve dans une situation paradoxale : quand bien même il trouve moyen de faire produire à des prix toujours plus bas, les prix de vente (donc les profits/surprofits) sont réduits du fait de la hausse du chômage dans les pays riches. L'alternative capitaliste semble osciller entre Germinal et Tripalium (série TV Arte, où il y a 80% de chômeur et 20% d'exploités).

Mais même avant d'en arriver là, le capitalisme pourrait bien, du fait de l'accélération systémique générale (productivité, production, circulation des marchandises, des capitaux, des capitaux financiers, de l'endettement de masse non solvable) buter face à la conjugaison de l'ensemble de ses contradictions commerciales, industrielles, monétaires et financières, face à l'épuisement de l'efficacité de ses modes de régulation et l'impossibilité d'en trouver de nouveaux.

Ici, soit le capital ne parvenant pas à se valoriser serait périodiquement détruit... puis rapidement régénéré avec le processus concurrentiel : usines automates plus rentables qu'usines fordistes, détruites à court-moyen terme, jusqu'à ce que la classe dominante décide éventuellement de sortir de la valorisation et du capitalisme pour créer un modèle d'exploitation sans valorisation, comme il en existait dans les sociétés précapitalistes ; soit de nouveaux rapports de production et de distribution seraient nécessaires : la production collective et démocratiquement planifiée, la distribution non marchande des biens et services produits, la distribution gratuite de la production automate – c'est-à-dire le communisme.

Le communisme

Le « communisme » dont il est ici question n'a rien à voir avec les dictatures totalitaires, ni avec les formes de collectivismes d'Etat doublées de marchés intérieurs et de concurrence internationale. Il ne s'agit pas non plus d'un terme signifiant une surenchère de radicalité type, « plus à gauche que la gauche », « 100% à gauche », d'une démarche qui se limite à toujours demander plus pour les plus modestes et moins pour les riches, que ne le font les programmes réformistes de capitalisme moralisé, d'économie sociale de marché. Il s'agit d'une rupture fondamentale avec le mode de production et de distribution capitaliste, ses catégories fondamentales : Propriété privée, concurrence, marché, marchandise, argent, valeur, survaleur, salaires, prix, profits. Quel type d'organisation sociale de la production et de la distribution permettrait alors une telle rupture ? La réponse découle de l'analyse des causes des inégalités, du chômage, de la misère, des faillites et des crises sous le capitalisme. Ainsi, ce n'est pas par pure curiosité intellectuelle que nous avons exposé ici les principales conditions des crises du capitalisme, mais pour y découvrir les conditions concrètes de l'émancipation.

En fonction de ce que nous avons analysé, concernant les crises commerciales, monétaires, financières, industrielles, il relève que le problème de fond dépend du couple propriété privée des

moyens de production et distribution marchande de la production. En découle, d'une part, des difficultés commerciales, car la vente des marchandises, en soi et dans certaines conditions de rentabilité, est à la fois nécessaire et non garantie pour les producteurs, créant des inégalités, du chômage, des faillites, et pouvant dégénérer dans une crise. D'autre part, et bien évidemment, un contrôle des capitalistes sur les conditions de production dans leurs entreprises, à la base d'inégalités économiques ; Ensuite, des incitations aux gains constants de productivité, au remplacement de l'humain par la machine, dévalorisant les marchandises produites, créant du chômage, et renforçant les inégalités et le pouvoir patronal (pression à la baisse des salaires, intensification du travail). Il en découle également des difficultés commerciales renforcées, et donc des risques de faillite. Il en découle encore des formes de concurrence, de remplacement du travail vivant, renforçant la dégradation des conditions de travail, accélérant les dynamiques de crises. Enfin, les difficultés du mode de production réel tendent à étendre la crise aux sphères bancaires et financières.

De ce fait, les conditions d'une société émancipées résident dans :

- L'association de tous les producteurs entre eux et la mise en commun de tous les moyens de production, afin de permettre d'organiser démocratiquement la production, selon un plan concerté. Bien évidemment, il ne s'agit pas que toute la société gère toute la production, mais d'un mode d'association subtile, évitant les concurrences, les inégalités, et permettant de produire en fonction des besoins des individus et non du capital. La mise en commun des moyens de production concerne les moyens de production utilisés sous le capitalisme, à des fins commerciales. Cependant, les individus pourront conserver la propriété de moyens de production destinés à l'autoproduction et à la consommation personnelle ou au don.

- Le fait de disposer d'un droit d'accès égal à la production, en contrepartie d'un temps de participation égale à la production commune. Il ne s'agit pas de rechercher une consommation homogène. La consommation sera nécessairement diversifiée, les besoins à la fois inégaux en quantité et différents. Mais le but est de permettre à chacune et chacun, en fonction de sa volonté, d'accéder à un niveau de consommation moyen, en contrepartie d'une participation moyenne à la production sociale.

- L'abolition de l'échange marchand et de la monnaie, remplacés par de nouveaux modes de distribution. D'une part, il s'agit de renforcer la planification démocratique, notamment par la voie de recensements, des commandes, des estimations sur la base des besoins connus et de leurs évolutions présagées, ainsi que par la possible mise en place d'outils de retraits de la production : bons de commandes remplaçant les fiches de paie, cartes attestant de droits d'accès aux biens et services produits sur la base de la carte vital plutôt que de la carte de crédit.

- L'abolition des banques et de la finance. Les banques n'ont pour but que de gérer l'émission de la masse monétaire et d'accorder des crédits. Avec le communisme, il ne s'agirait plus de gérer de la monnaie, mais des besoins de production et de moyens de production, le recensement des temps d'activité, des produits distribués. Les banques n'auraient alors plus aucune utilité et seraient remplacées par d'autres services administratifs. Quant à la finance, étant basée sur la détention de titres de propriétés (actions et obligations), consistant à s'accaparer par ce moyen une part des richesses produites, et impliquant l'échange des titres de propriété, elle n'aurait plus aucun sens dans une société où la propriété aurait été abolie, serait devenue commune et démocratique.

- La réduction du temps consacré aux activités sociales de production et le développement de la formation, afin de développer la polyvalence et la possibilité de changer d'activité.

- La décision démocratique concernant l'articulation entre l'évolution du niveau de productivité et l'introduction des technologies plus productives, et leur coordination avec la formation/requalification aux nouvelles activités et activités restantes ainsi que la nouvelle répartition des temps d'activités qui en découle.

Ces bases, émanant de la démocratie des producteurs associés, et de leur organisation consciente et concertée de la production, permettraient une société bien plus égalitaire, libre, émancipatrice et sécurisée, du fait qu'elle supprimerait le chômage, l'exclusion, la misère, les faillites et les crises.

Pour aller plus loin :

Wayne Price, L'économie de Marx pour les anarchistes (Traduction provisoire, par Floran Palin)

<http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/l-economie-de-marx-pour-les-anarchistes-wayne-price-a119591750>

- Une bonne entrée en matière, mais une analyse de la valeur et des crises trop incomplète.

Alain Bihr, [*La reproduction du capital-Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme, tome I,*](#)

Alain Bihr, [*La reproduction du capital-Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme, tome II,*](#)

- Très complet et rigoureux, mais difficile d'accès pour une première lecture. A lire en particulier les chapitres 18 et 16 du tome II, sur les crises et la limite du mode de production capitaliste.

Alain Bihr, [*La Logique méconnue du Capital,*](#)

- Plus court, mais moins complet que les précédents, notamment concernant l'analyse des crises.

Ernst Lohoff, Norbert Trenkle, La Grande Dévalorisation – Pourquoi la spéculation et la dette de l'Etat ne sont pas les causes de la crise.

- Une analyse de l'influence des gains de productivité comme source de la crise et de la croissance du capital fictif et de la dette comme mécanismes compensatoires aujourd'hui arrivés à saturation.

Karl Marx, Le Capital, Livres I, II et III (à lire ensemble)

Karl Marx, Grundrisse (bon complément au capital, notamment le passage sur les machines et les limites du mode de production capitaliste)

Karl Marx, Salaires, Prix, Profits (à lire en complément, mais largement incomplet en soi)

La crise politique

La critique de l'Etat : une critique systémique de la politique

Le problème de la démocratie représentative

La démocratie représentative pose problème à trois niveaux : La professionnalisation, le mandat libre et la logique du vote.

Le problème de la professionnalisation de la politique :

On peut tout d'abord évoquer le carriérisme. Les mêmes personnes monopolisent les postes de pouvoir, en font une profession, et cherchent à le conserver pour conserver leur emploi. Vient ensuite le cumul des mandats, c'est-à-dire l'exercice simultané de plusieurs mandats électoraux : même problème de professionnalisation et de monopolisation du pouvoir, mais aussi risque de confusion et de manque de rigueur dans l'exercice de deux mandats parallèles, ainsi que problème constatable d'absentéisme. Enfin, du fait de la professionnalisation, se développent deux phénomènes : la déconnexion des élus par rapport à la population, et la technocratie, c'est-à-dire, ici, la connaissance des dossiers comme forme de pouvoir.

Le problème du mandat libre :

Une fois en place, l'élu prend les décisions, vote et propose les projets de loi qu'il veut, indépendamment de la base qui l'a fait élire et sans contrôle ou possibilité d'imposer à l'élu de respecter ses engagements, ni de le révoquer. Le débat y est stérile, les assemblées politiques (conseils municipaux, communaux, départementaux, régionaux, parlement national, parlement européen) ne sont pas des espaces de réflexion sérieuse et de décisions sages et rationnelles, des arènes politiques ayant fonction de chambres d'enregistrement des débats, parasitages, poursuite des campagnes politiques des partis à des fins d'élections ultérieures.

Le problème du vote pour des candidats :

Chaque candidat ou parti présentant un candidat prépare son programme intégral sans participation de la population, et la population ne peut choisir, thème par thème, les meilleurs éléments de chaque programme (social, économie, écologie, culturel, international, etc.). Il en résulte que l'élection s'opèrera en fonction de la préférence de l'électorat pour une thématique ou deux au détriment des autres, et, de la part des candidats, une démarche démagogique : on mettra en avant les thématiques qui permettront d'obtenir l'électorat le plus nombreux. La course à la démagogie aboutit de manière récurrente sur de belles promesses non tenues. Celles-ci ont pour conséquence directe une baisse de la participation électorale. Un autre phénomène, plus récent historiquement, est celui de la people-isation, c'est-à-dire l'apparence, la mise en spectacle de la vie et des frasques des candidats, et le vote sur l'image marketing plutôt que sur le fond.

La séparation des fonctions de décision politique, crée par le système de démocratie représentative, le mandat libre, et la logique du vote, ajouté à celui de la création de complexe d'infériorité par l'écrasement technocratique, et à la trahison régulières des promesses électorales, (ainsi que le travail à plein temps ne laissant pas le temps de réfléchir et de s'informer correctement, la publicité et l'industrie du loisir comme occupation de l'attention pour obtenir des parts de marché) aboutissent au désengagement individuel, à une logique de découragement et de déresponsabilisation du peuple par rapport aux décisions des élus, et en définitive à baisse de la participation populaire à la politique et au vote lui-même.

Le problème de la domination charismatique

Le modèle des démocraties perpétue les phénomènes de domination charismatique. Il pousse à élire un dirigeant qui sera responsable des affaires d'un territoire. Cette forme de délégation du pouvoir favorise les phénomènes d'identification projective. L'individu se nie lui-même en s'identifiant au candidat, au dirigeant. Il en résulte une forme de déresponsabilisation et négation de la capacité de réflexion et d'action politique de l'individu lui-même, plaçant ses espérances dans un homme

providentiel agissant dans son intérêt et à sa place. Dans les cas les plus extrêmes, l'identification devient soumission et peut aller jusqu'au fanatisme.

La critique de l'Etat

Qu'est-ce que l'Etat ?

Pour les libertaires, l'Etat est une instance qui s'érige en surplomb de la société et la commande.

Pour Marx également : dans les manuscrits de 1871 sur la Commune, il qualifie l'Etat d'« avorton sur-naturel de la société ».)

L'Etat constitue un appareil de répression et de conditionnement idéologique :

(Le concept « d'hégémonie culturelle cuirassée de coercition » de Gramsci, *Idéologie et appareils idéologiques d'Etat* d'Althusser).

Appareils Répressifs : police, armée, justice.

Appareils Idéologiques : Eglise, école, service militaire, travail, famille (reproduction sociale de la socialisation par les institutions), justice, médias.

Les gouvernements ont toujours plus ou moins articulé conditionnement et répression, insistant sur l'une ou l'autre de ces dimensions en fonction des périodes. Dans les régimes naissants, c'est-à-dire au lendemain de prises de pouvoir, l'Etat est répressif et prend davantage le contrôle de l'appareil idéologique, tandis qu'à long terme, il a plutôt tendance à laisser faire, exerçant une fonction de veilleur. Bien que ces schémas aient été systématisés et popularisés par des marxistes, les libertaires ont développés les mêmes analyses critiques concernant les institutions de reproduction sociale, de la justice et des médias.

Différence destruction/dépérissement de l'Etat

Si Marxistes et Anarchistes s'accordent sur la disparition de l'Etat après la révolution, les marxistes parlent de « dépérissement », tandis que les anarchistes parlent de « destruction » de l'Etat.

Le dépérissement signifie la dissolution progressive de l'Etat après une période indéterminée de prise de pouvoir. La destruction signifie la disparition de l'Etat dès le début de la révolution, les structures d'auto-organisation du prolétariat préalablement développée dans le cadre de la lutte de classe et de sa constitution en tant que contre-société, étant vouées à le remplacer.

L'Etat n'est pas un outil neutre. En tant que tel, il ne peut-être ni utilisé en tant que tel, ni réformé. Il ne s'agit donc pas de remplacer la bourgeoisie corrompue par des hommes honnêtes de gauche, mais de défaire l'édifice et de créer un système différent : « *La classe ouvrière ne peut prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte, elle doit le détruire de fond en comble* » (Marx Karl, *La guerre civile en France*, 1871).

Détruire l'Etat veut dire détruire cette structure de commandement séparée de la société et s'imposant à elle, et créer une nouvelle forme de démocratie. Attention à une confusion courante, répandue par les libéraux-libertariens : Détruire l'Etat n'est pas détruire l'administration. L'administration n'étant plus asservie au commandement hiérarchique central de l'Etat est soumise à la volonté de la base de la société, et autogérée dans son fonctionnement.

Le problème du centralisme :

Le centralisme peut être critiqué de deux points de vue : d'une part, son aspect coercitif, d'autre part, son inefficacité. Il s'agit d'une logique autoritaire d'association forcée, parfois au détriment des intérêts des populations. Il existe un lien entre cette dimension contraignante et son inefficacité. D'une part, on ne peut tirer le meilleur d'une collectivité si celle-ci ne se sent pas incluse dans un projet commun, mais contrainte et désavantagée. Elle mettra de la mauvaise volonté dans la réalisation des objectifs fixés par l'Etat central. Elle exercera parfois une fonction de parasitage. Enfin, le centralisme à tendance à imposer des décisions ne correspondant pas aux aspirations et aux besoins de la base. Il impose aussi des modes de fonctionnement parfois lourds et moins efficaces aux travailleurs de

terrain. Les Etats actuels s'en sont rendus compte et s'orientent vers plus de décentralisation, mais dans les conditions du capital et sous l'égide de l'Etat et de la domination politique de la classe bourgeoise.

La critique de l'Etat bourgeois

L'Etat est l'instrument de la classe dominante

Ses différentes fractions se livrent bataille pour en obtenir le contrôle. Les partis politiques visant à la conquête de l'Etat pour exercer le pouvoir représentent ces différentes fractions de la bourgeoisie.

L'Etat est de fait subordonné au capital

Il ne fabrique ni ne contrôle le capitalisme. Il exerce une fonction d'agent régulateur. Les relations de pouvoir entre économie et politiques sont complexes, et l'Etat peut parfois intervenir pour modifier les conditions du capitalisme, mais en dernière instance, c'est l'économie qui a le dernier mot. Cela vient du fait que la philosophie générale du droit bourgeois, duquel découlent la constitution et les lois, est fondée sur deux idées fortes : le droit de propriété privée des moyens de production, qui induit le salariat et la concurrence, liberté de l'offre et de la demande, dont découle l'échange marchand, le caractère « accidentel » de la réalisation de la valeur, et donc l'échange non garanti de biens, services et force de travail contre de l'argent. Sans modification de ces conditions d'incertitude, l'économie reste vulnérable aux crises. Une telle modification suppose une maîtrise politique des modes de production et de distribution des biens, services et des tâches productives à accomplir, en totale contradiction avec les fondamentaux du droit bourgeois. On ne peut donc attendre que les Etats capitalistes inscrivent un tel projet dans leur agenda. D'autant qu'il faudrait à minima un accord international large sur des espaces parfaitement autonomes du point de vue matériel et énergétique pour réaliser un tel projet. Sans cela, l'Etat ne peut que bricoler des mesures afin de protéger et de faire progresser le capital de ses ressortissants nationaux. Et l'on constate bien dans quelle impasse il se trouve actuellement.

Le problème de la corruption

« Ce ne sont pas les hommes de pouvoir qui sont corrompus, c'est le pouvoir qui corrompt ! »

L'installation au pouvoir déconnecte des aspirations de la base. Elle confère des avantages matériels et une reconnaissance symbolique. L'enrichissement et la corruption sont des faits naturels, des conditions structurelles, de la société capitaliste. Pour que les élus restent dans le camp de la bourgeoisie et se démènent pour satisfaire ses intérêts, ils doivent être bien payés. La compétition pour les places dans l'élite économique ou politique, propre à la bourgeoisie, amène spontanément à tricher et à faire tomber les tricheurs. Dénoncer un président ou un ministre corrompu n'amènent qu'à remplacer ce dernier par un candidat avide de prestige et de richesse.

La reproduction sociale de la classe politique

Les grands élus viennent souvent des mêmes milieux sociaux et des mêmes écoles que les grands industriels ou financiers. De plus, on constate aussi que certains politiciens le sont de père en fils. Ce parcours crée inévitablement des réseaux d'entraide, qui permettent et d'entrer dans le pouvoir et d'y faire carrière.

Le problème du réformisme stratégique

La démocratie libérale a ouvert la possibilité aux partis ouvrier de se présenter aux élections, d'obtenir des élus et d'être représentés dans les instances de pouvoir. Cependant, il existe des raisons expliquant que depuis leur arrivée dans les instances politiques, ces partis n'ont pas réussi à percer, ou ont échoués une fois arrivés au pouvoir.

Impuissance en situation de minorité

D'une part, la présence d'élus en minorité dans des instances politiques ne permet que de se plaindre des décisions prises par la bourgeoisie, mais ne permet pas de les empêcher.

D'autre part, il pousse à des alliances stratégiques avec des partis capitalistes du centre gauche pour faire passer des mesures « sociales » souvent peu déterminantes, souvent au prix de renoncements programmatiques. De telles démarches ne peuvent que discréditer des élus anticapitalistes.

Impuissance en situation de majorité

Même en situation de majorité, la stratégie réformiste reste impuissante. Il n'est d'une part pas possible de démonter l'Etat et le capitalisme bout par bout à coup de modification de ses institutions périphérique, sans s'attaquer à leurs institutions centrales. D'autre part, le capitalisme ne peut être démantelé sans autonomie de la production sur un espace donné et sans capacité d'endiguer les réactions de représailles au niveau international. Ensuite, sans contrôle de la production, et sans l'appui d'un rapport de force effectif au niveau de la base de la société, la petite armée de représentants politiques reste impuissante et n'a d'autre choix que la capitulation programmatique. Enfin, à force de vouloir changer des petites choses immédiatement, il arrive que des élus ou des formations politiques entières basculent d'une logique de transformation sociale à une logique de gestion de l'existant, d'accompagnement du capitalisme.

Le problème de la stratégie de prise de pouvoir autoritaire

« Le putsch, la prise du pouvoir d'Etat par une minorité de révolutionnaires à travers l'insurrection armée, ne marche pas, et ce à plusieurs niveaux :

Sans le concours de la majorité de la population, un groupe insurrectionnel ne fera aucune révolution, et devra faire face à la pression populaire. L'Etat risque vite de devenir un appareil centraliste bureaucratique et de répression de masse. L'insurrection, ne marche donc qu'avec le soutien de la grande majorité de la population.

Si le soutien est passif, les révolutionnaires se retrouvent vite bien seuls face à la classe capitaliste du monde entier. A ce moment, soit ils répriment le peuple, soit ils se font destituer ou éliminer rapidement par les capitalistes.

Si le soutien populaire est actif, la prise de pouvoir peut marcher un temps. Mais reste alors le risque d'une déconnexion entre les dirigeants et la population, d'un accaparement du pouvoir et d'une dérive bureaucratique et despotique. Prendre le pouvoir de cette manière ne marche donc pas non plus ! Il faut donc éviter de le prendre et trouver autre chose.

Depuis plus d'un siècle, le mouvement des travailleurs, et notamment sa tendance libertaire a expérimenté et théorisé l'auto-organisation de classe, ou autonomie politique des travailleurs : c'est à dire l'union de la classe des travailleurs, qui commence à s'organiser en tant que classe consciente de ses intérêts, autonome par rapport à la tutelle de la classe capitaliste et de l'Etat, et qui, de fait, se confronte à son commandement.

Elle peut prendre plusieurs formes au départ : le syndicat (combattif), l'association (de lutte, non financée par l'Etat), le collectif, ou le parti (non-institutionnel ou antiparlementaire). En gros, des groupements de pression qui vont manifester sur différents terrains pour tenter de faire aboutir des revendications concrètes ou immédiates. Mais pour aller plus loin, cette dynamique d'organisation doit muter, avancer.

Il faut des luttes de masse, un grand mouvement social, avec des organisations de classe qui agissent à tous les niveaux de la société : des syndicats révolutionnaires sur les lieux de travail et des comités de quartiers et de lutte de classe dans les villes, et sur de multiples thématiques : économie, politique, écologie, mœurs&culture. Quand le mouvement devient suffisamment puissant, que les gens sont nombreux et galvanisés par le nombre, qu'ils mènent des luttes sociales et parviennent à en gagner de plus en plus, qu'ils ont confiance en eux, en leur capacité à changer les choses et à tenir la société sans la tutelle de la classe capitaliste et de l'Etat, s'installe alors une situation de double pouvoir. Vient ensuite une période de confrontation finale avec le pouvoir en place, qui commence à s'effondrer, et tente alors de se défendre et d'attaquer pour se maintenir. C'est durant cette période qu'il faut le balayer, sous risque de se faire balayer soi-même. De là, les travailleurs constituent des conseils de gestion directe des lieux d'habitation et des lieux de travail.

La démocratie libertaire

Aussi appelée démocratie directe, autogestion, démocratie directe autogestionnaire, fédéralisme libertaire, fédéralisme autogestionnaire.

**A Ne pas confondre avec la « démocratie directe » à la Suisse, ni avec le fédéralisme US ou Allemand, ou encore les logiques de décentralisation, régionalisation, ni avec l'autogestion capitaliste type SCOP et autres. Tout ceci peut parfois être utilisé par les libéraux, libertariens, ou encore par des mouvements populistes, d'extrême droite. Tous ont en commun de défendre la base capitaliste de la société, donc de soumettre la démocratie aux dynamiques économiques. Ils ne tiennent pas compte de l'égalité en termes de ressources économiques et d'instruction nécessaire à une prise de décision rationnelle et informée et à la formation d'un véritable intérêt général.*

Autogestion : une première définition claire :

« Nous voulons une société autogérée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Une société qui se gère, c'est-à-dire se dirige, elle-même. Mais cela doit être encore précisé. Une société autogérée est une société où toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment le faire, dans les seules limites que leur trace leur coexistence avec d'autres unités collectives. Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier ; celles qui concernent plusieurs ateliers à la fois, par l'ensemble des travailleurs concernés, ou par leurs délégués élus et révocables ; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise ; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier ; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent. »

Cornélius Castoriadis, dans autogestion et hiérarchie

On a ici quasiment l'ensemble des traits principaux de la démocratie libertaire :

-L'assemblée générale comme base décisionnaire

-La libre association et le fédéralisme

Plutôt que d'inclure de manière autoritaire des populations à un collectif, on leur présente l'intérêt de s'associer, permettant par la mise en commun de plus grandes possibilités. La libre association débouche sur le principe fédéraliste, qui est l'inverse du centralisme. Tandis qu'avec le centralisme les décisions viennent du centre pour s'appliquer à la périphérie, du haut vers le bas ; avec le fédéralisme, les décisions se construisent à la base de la société, les populations des territoires en accords entre eux développent des projets communs.

*Pour Bakounine, existe la liberté de ne pas s'associer ou de sécession pour l'individu ou pour le groupe, mais il doit se débrouiller par ses propres moyens, sans interaction avec la société, sans bénéficier de ses avantages. Il s'agit certes d'une perspective plus précaire, mais elle pousse l'individu à des choix responsables.

Ne manque que la réflexion sur la question des mandats :

-Le mandat impératif : révocable à tout moment, durée déterminée et suffisamment courte, limité dans le nombre de renouvellements. Le mandaté doit porter la parole de l'assemblée et lui rendre des comptes. Le but est d'éviter la monopolisation du pouvoir, la déconnexion par rapport à la volonté et aux besoins de la base de la société, la rétention d'information, la techno-bureaucratization, la corruption des dirigeants.

La démocratie directe libertaire peut-être appliqué à plusieurs niveaux :

-Tout d'abord pour ce qui concerne le projet révolutionnaire : dans la cité et au niveau de la production.

-Ensuite, pour ce qui concerne l'expérimentation préévolutionnaire et la stratégie révolutionnaire : dans les mouvements sociaux et les organisations du mouvement social (syndicats, associations, collectifs, comités de lutte) et l'organisation libertaire.

Communalisme libertaire ou syndicalisme révolutionnaire ?

Au niveau du projet révolutionnaire, parmi les anarchistes, différentes propositions d'organisation s'opposent : Communalisme Libertaire / Syndicalisme Révolutionnaire & Anarcho-syndicalisme.

Communalisme libertaire : autogestion des communes libres. Le communalisme est apparu au début du mouvement ouvrier. Le travail était encore très localisé, si ce n'est quelques grands monopoles transnationaux que les anarchistes voulaient collectiviser. Il y avait une certaine autonomie locale dans la production, et la gestion politique du territoire pouvaient ainsi inclure la gestion économique.

Aujourd'hui, le communalisme libertaire pourrait être comparé au mouvement des ZAD, aux régions, villes ou quartiers autogérées (Chiapas, Oaxaca, Marinaleda, Exarchiea, Christiania).

Il se rapproche aussi du municipalisme libertaire de l'anarcho-trotskyiste américain Murray Bookchin, qui en est une version électoraliste. En plus de contenir les mêmes limites que le communalisme libertaire, le municipalisme libertaire consiste en une vision interclassiste, basée sur une analyse des mutations du travail et de l'évolution des classes sociales erronée [1].

Syndicalisme révolutionnaire & Anarcho-syndicalisme : avec le développement de la grande industrie et de la division géographique de la production : gérer les territoires n'est alors plus pertinent. Le pouvoir ne réside plus dans les villes, mais à l'échelle des nations, des continents, du monde. La satisfaction des besoins matériels étant nécessaire à la vie humaine, la gestion de la production prime sur celle du territoire. Le pouvoir réside dans le fait qu'un territoire révolutionnaire peut être mis à genoux par des puissances extérieures (décisions politiques de pression économique, dynamique du capitalisme) qui le condamneraient à la misère, ou, au contraire, qu'un territoire capitaliste peut être contraint par une fédération syndicale bloquant ou gérant les secteurs clés de l'économie. En cela, une fédération syndicale dispose de plus de puissance sociale qu'un cartel politique, une fédération syndicale gérant la production plus de puissance sociale qu'un Etat-Nation.

Le but du syndicalisme révolutionnaire est que le syndicat s'empare des outils de production pour la gérer, mais aussi développe, à partir de sa propre structure, des organes relais d'intervention dans la vie sociale et de gestion de celle-ci (cela peut être des associations ou des collectifs militants, des clubs de sports, arts et loisirs, ou encore des organes de recensements des besoins des populations, etc.).

(La différence entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme réside surtout au niveau de la stratégie. Les anarcho-syndicalistes considèrent que le syndicat doit être ouvertement anarchiste et ne recruter que des militants anarchistes. Le syndicalisme révolutionnaire, pour les libertaires, consiste dans un travail unitaire au sein de syndicats de masse (SUD, CGT) avec des militants d'autres courants et orientation, pour ne pas rester dans l'entre-soi, être au cœur des débats et convaincre d'autres militants [2].

Quelle forme d'organisation ?

Les communes libres doivent-elles s'accorder entre-elles sur la production ou les syndicats doivent-ils encadrer l'administration des territoires ?

Il n'existe pas de réponses à priori. Certains libertaires développent des modèles hybrides, complexes. Par exemple, le projet d'organisation d'une société anarchiste de Pierre Besnard (Pierre Besnard, *Le Monde Nouveau*) ou le projet communiste libertaire d'AL développent une articulation entre fédération des communes libres, gérée par la population locale, et fédération de l'industrie, gérées par les travailleurs organisés démocratiquement dans le cadre d'un grand conseil ou syndicat.

Il existe différentes possibilités. La clé étant que la population doit trouver une forme d'organisation permettant de gérer en commun la production et l'administration des territoires.

Pour AL, ou d'autres organisations libertaires comme la CNT (les CNT), la satisfaction des besoins étant une priorité sociale, l'économique prime sur le politique, ce qui justifie le choix du syndicats comme outil de transformation sociale révolutionnaire, la démarche de militant syndicaliste, ainsi que la tentative de développement des formes de démocratie libertaire en leur sein.

[1] Pour une critique du municipalisme libertaire de Murray Bookchin : <http://libertaire.pagesperso-orange.fr/archive/2001/236-fev/municipal.htm>.

[2] C'est par exemple le but du site web « communistes libertaires CGT » : <http://communisteslibertairescgt.org/>

La crise écologique

Une critique de la croissance et de ses effets destructeurs

Les enjeux du réchauffement climatique

L'objectif fixé par la COP21 était d'éviter un réchauffement global égal ou supérieur à 2 °C. Un réchauffement de 2 °C impliquerait la diminution des rendements agricoles (famines pour 200 000 personnes), un manque d'eau potable (1,8 milliard de personnes concernées), augmentation du niveau de la mer (10 millions de personnes seraient touchées), extension de la zone de paludisme (50 millions de morts), extinction de 15 à 37 % des espèces vivantes (et menace d'une 6^{ème} extinction, qui pourrait toucher l'humanité elle-même). Au-delà de 2 °C, les conséquences seraient encore plus dramatiques : les rendements agricoles pourraient s'effondrer, le manque d'eau potable pourrait toucher 4 milliards de personnes, l'augmentation du niveau de la mer jusqu'à 300 millions de personnes, l'extension de la zone de paludisme 400 millions de personnes, l'extinction des espèces vivantes (cette sixième extinction est déjà entamée) pourrait menacer l'humanité elle-même.

Pour éviter d'atteindre les deux 2 °C, il faudrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) de 25 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050 (par rapport à 1990, ce niveau ayant augmenté depuis). Pour les pays « développés », principaux émetteurs de GES, l'objectif serait encore plus important : réduire les émissions de 40 % d'ici 2020 et de 95 % d'ici 2050.

Pour la France, les principales sources d'émission de GES sont les transports (environ 28 %), l'agriculture (21 %), l'industrie (18 %), l'habitat et le tertiaire (18 %), l'énergie (12 %), les déchets et autres (3 %). La déforestation, qui serait responsable d'une augmentation de 17 % des émissions mondiales de GES, exerce également une influence sur le réchauffement climatique.

Les solutions officielles – principalement géo-ingénierie et greenwashing – seront largement insuffisantes, sans compter les risques de dérégulations naturelles qu'elles impliquent. Il faut réduire drastiquement la consommation globale de matières premières et d'énergie. Ceci suppose, à minima : l'abolition de l'obsolescence programmée et sociale, des produits à usage unique, emballages jetables et suremballages ; développement des circuits courts, des transports et équipements collectifs, des technologies douces (low tech), amélioration de l'isolation des habitats, production priorisant les besoins les plus fondamentaux. Au-delà, certains choix sociaux seront très certainement nécessaires (par exemple, abandon du numérique, ou conservation avec des abandons compensatoires dans d'autres domaines). [1]

La raréfaction des ressources

La raréfaction des métaux et des énergies fossiles pourrait entraîner un arrêt de nombreux secteurs de production à partir de 2030 (énergies) et 2050 (métaux) et une régression sans précédent du niveau de vie. Bien entendu, ces prévisions sont effectuées avec les méthodes du « toutes choses égales par ailleurs ». L'effet d'annonce peut en lui-même enclencher une démarche de recherche accentuée concernant les optimisations énergétiques ou les alternatives énergétiques, et ainsi repousser l'échéance. Il n'en demeure pas moins que nous vivons dans un monde fini, qui se renouvelle bien moins rapidement que le rythme de consommation des sociétés industrielles avancées, que le rythme exigé par la dynamique structurelle de valorisation et d'accumulation du capital. De ce fait, il n'y a d'autre solution que de ralentir ce rythme de consommation de matières et d'énergie, si l'on souhaite une société à la fois durable et soutenable.

Les risques techno-sanitaires majeurs

Les énergies comme le nucléaire constituent un risque techno-sanitaire majeur, comme l'ont démontré les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima. Il en a été de même pour le charbon, et il en va de même concernant le gaz de schiste (dérégulations géologiques par fracturation hydraulique, contamination des nappes phréatiques). On peut encore évoquer le danger que représentent les zones CEVESO ou les émissions de particules fines. Le mode de production industriel, tel qu'il est développé, n'est pas seulement dangereux parce qu'il dérégule le climat, menace la biodiversité, dont l'humanité, et mène vers une potentielle panne généralisée. Il est aussi dangereux d'un point de vue sanitaire, parce qu'il tend à multiplier les contaminations des organismes vivants (humains, animaux

et végétaux), et ce, à des échelles de plus en plus importante (régionales, continentales, planétaire). Il est donc urgent de changer nos technologies de production.

Des changements à contre courant de la logique du capital

De tels changements entreront nécessairement en contradiction avec la logique du capital. Pour assurer sa croissance, le capitalisme doit toujours produire davantage, en consommant toujours plus de matière et en exploitant toujours plus de force de travail. Produisant toujours plus avec proportionnellement moins de force de travail, le capital éprouve déjà des difficultés à se valoriser, générant une profonde crise systémique. S'il poursuit sa course désespérée à la valorisation, il provoquera nécessairement des crises écologiques majeures : pénurie de ressources, donc arrêt du système et récession brutale, ou extinction d'espèces entraînant celle de l'espèce humaine elle-même. Si, inversement, les nécessités écologiques sont sérieusement prises en compte, les mesures qui en découleront ne pourront qu'aggraver la crise économique. Pour limiter l'ampleur du réchauffement climatique, il faut sortir du capitalisme ! [2]

Le risque d'une montée de l'autoritarisme étatique

Les États font preuve d'un autoritarisme croissant : lois liberticides, recours à l'état d'urgence prolongé, poussée des extrêmes droites, traduisent une tendance à la mise en place d'états d'exception potentiellement permanents. Avec le capitalisme, les contraintes écologiques s'appliqueront dans le sens d'une justice de classe. Les classes les plus aisées auront toujours accès à une consommation élevée, au confort matériel et technologique, aux zones d'habitation les plus favorables ; les plus pauvres devront s'accommoder de conditions matérielles extrêmement dégradées. Une telle situation entraînerait de nombreuses contestations sociales. L'arsenal répressif et liberticide développé sans limites par les États actuels constituera un outil idéal pour briser les révoltes sociales et asseoir l'ordre de classe en contexte de crise écologique. Il faut donc lutter sans plus attendre, pour une société libertaire, où les décisions seront prises à la base, dans le sens de l'intérêt et du bien-vivre, et non pas par des élus qui ne représentent qu'eux-mêmes et défendent leurs intérêts de classe. [3]

La question migratoire

Selon l'ONU, le nombre de réfugiés climatiques s'élèverait à 250 millions aux alentours de 2050. A titre de comparaison, toujours selon l'ONU, le nombre de réfugiés actuel serait de 65 millions. Les États capitalistes européens sont déjà dépassés par le million de réfugiés syriennes et syriens. Comment parviendront-ils, dans les décennies à venir à gérer l'afflux, bien plus important, de migrantes et de migrants climatiques ? Avec la tendance actuelle, se multiplieront les réactions nationalistes, racistes et xénophobes. Contre cette société inhumaine, nous devons défendre la liberté de circulation et d'installation, l'entraide internationale et la perspective d'une société cosmopolite ! Le réchauffement climatique traduit la crise systémique globale. La riposte doit se traduire par une lutte anticapitaliste, autogestionnaire, antiraciste et internationaliste. À crise globale, lutte globale ! [4]

Fausse et bonnes solutions

Le capitalisme vert

Le capitalisme vert consiste principalement dans la marchandisation-financiarisation de l'écologie, l'extension de droits à polluer marchandables, et le remplacement des actions de la nature par des technologies (géo-ingénierie). Il implique donc, d'une part, le risque de formations de bulles spéculatives autour des secteurs d'activité écologiques et leur éclatement dans des krach boursiers, la possibilité que les entreprises les plus grosses et les plus polluantes continuent de polluer en payant des amendes ou en achetant les droits à polluer des autres, et enfin, un risque de dérégulations importantes, ainsi que de pénurie matériaux et énergie. Tout cela sans garantir ni que le volume de production puisse devenir soutenable, ni que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre soient atteints.

Le keynésianisme vert

Il consiste dans l'application des vieilles méthodes keynésiennes et de new deals, c'est-à-dire le recours au crédit, en particulier d'Etat, et la création massive d'emplois pour favoriser l'action écologique tout en relançant la croissance économique. D'une part, les méthodes keynésiennes ne brillent pas par leur succès économique, puisqu'elles ont conduit à la formation d'une montagne de

dettes non solvables, tandis que les effets sur les créations d'emplois sont plus que mitigés. D'autre part, elles n'ont pas permis d'empêcher la crise du milieu des années 70, celle-ci n'ayant été amortie qu'à coups de politiques néolibérales (attaques sur les salaires), de développement encore plus important de la finance et du crédit, dont les travailleuses et travailleurs ont du payer la facture. Du point de vue écologique, il n'est pas non plus certain que de telles activités fonctionnent, du fait qu'il s'agit notamment de multiplication des activités réparatrices plutôt que de réduction des activités. Et dans le cas où il s'agirait de substitution des activités industrielles non écologiques par des activités écologiques, d'une part, il n'est pas certain que la réduction du volume de consommation globale soit suffisante, d'autre part, cela ne résoudrait rien à long terme au problème de ralentissement de la croissance. D'autre part, si la perspective de réduction du volume de consommation globale était avérée dans les programmes du keynésianisme vert, il s'agirait d'un programme de récession économique. Le principe de valorisation et d'accumulation du capital n'est donc pas compatible avec la perspective de satisfaction des besoins sociaux et de soutenabilité écologique.

La décroissance

De ce point de vue, la décroissance, soit la réduction du volume global de consommation-production et la décélération de son rythme, et la modification écologique des modèles de production, semble constituer la seule solution viable. Cependant, il ne s'agit pas de n'importe quelle décroissance. Il ne s'agit ni d'une décroissance radicale type écologie profonde, ni d'une décroissance involontaire et subie, ni d'une récession économique. La décroissance dont il est ici question articule la recherche d'un équilibre entre le socialement et le biologiquement soutenable, la dimension consciente, volontaire et maîtrisée, de la transition vers une société plus sobre, et une démarche d'A-croissance, c'est-à-dire d'une société sans croissance du point de vue du concept de croissance en économie, soit une sortie de la logique de valorisation et d'accumulation du capital comme moteur de développement social (développement par ailleurs extrêmement destructif). De plus, la décroissance ne consiste pas ici en un rejet du progrès, de la modernité, de la science, et de l'industrie au profit du ruralisme et de l'artisanat. Il consiste dans une modification des modèles de production, de la quantité et de la nature de la production sociale, dans laquelle la science doit être remise à sa place : c'est-à-dire ni une science prophétique, ni un rejet de la science, mais une place de juste expertise retrouvée, laissant la place à la découverte, sans miser sur le fait qu'elle les produise nécessairement pour penser l'évolution de la société, ni ne lui accorder aucune chance d'ouvrir des possibilités de conditions d'existence améliorées.

La décroissance, avec le communisme libertaire !

La décroissance, seule, ne peut constituer une perspective d'émancipation sociale réussie. La société doit nécessairement, d'une part, s'émanciper de la domination systémique du capital, des inégalités et de la misère sociale et des crises qu'elle engendre, développer la propriété commune des moyens de production par l'association démocratique des producteurs, développer des modes de distribution alternatifs à l'échange marchand, d'autre part, renforcer les cadres démocratiques pour donner plus de pouvoir à la base, aux structures locales, aux individus. Enfin, elle doit s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, visant la prise de contrôle commune et démocratique des moyens de production, non seulement pour les soustraire aux puissances aveugles des échanges et à leurs conséquences socialement néfastes, mais aussi pour pouvoir délibérer de la nature de la production et de la transformation écologique de l'appareil productif.

[1] je reprends ici les bases d'un article que j'avais précédemment écrit dans Alternative Libertaire, avec quelques remaniements et ajouts.

L'article original ici : <http://www.alternativelibertaire.org/?COP21-un-an-apres-Resister-aux>

[2] idem. Lire aussi : Economie et Ecologie : à la croisée des crises – critique de la valeur et critique de la croissance.

<http://decroissancecl.revolublog.com/economie-et-ecologie-a-la-croisee-des-crises-critique-de-la-valeur-et--a125784994>

[3] idem.

[4] idem.

Pour aller plus loin :

[DCL_fiche synthèse décroissance.pdf](#)

[Economie et écologie : à la croisée des crises - Critique de la valeur et critique de la croissance](#)

[Pour une Décroissance Communiste Libertaire.pdf](#)

[COP 21 - En avant pour le climat !](#)

Une analyse critique des partis et candidats à la présidentielle 2017

Les droites

François Fillon – Les Républicains

Nous ne traiterons pas ici des affaires d'emploi fictif qui, s'ils sont moralement condamnables, éludent la critique du programme et du projet social de François Fillon. La critique de Fillon est en réalité la critique du néo-libéralisme Thatcherien, dont il s'est ouvertement revendiqué.

Le néolibéralisme consiste dans le fait de vouloir redresser les taux de profits afin de stimuler l'investissement dans la production et par là la croissance. Pour cela, il s'agit notamment d'augmenter la plus value absolue : de diminuer les salaires, de bloquer la progression des salaires, d'augmenter la durée du travail, sans augmenter les salaires (notamment en ne payant plus des heures supplémentaires majorées). Le problème est que les baisses de salaires, qui ont déjà cours depuis de nombreuses années, n'ont fait que limiter le marché des consommateurs, et ainsi que modifier la nature de la crise, sans pour autant la résoudre. De ce fait, les capitalistes, plutôt que d'investir dans une production de moins en moins rentable, se sont tournés vers les marchés financiers, avec les conséquences que l'on connaît en termes de crises financières et bancaires.

Le point de vue des néolibéraux est que si ces mesures ont échouées, c'est parce qu'elles n'ont pas été appliquées jusqu'au bout. Il faudrait donc, selon eux, se serrer davantage la ceinture, dégraisser le capital en détruisant la protection et les allocations sociales, assainir les comptes de l'Etat, notamment par la mise en place d'un Etat minimal.

Il faudrait également stimuler les gains de productivité des entreprises afin qu'elles soient compétitives sur le plan international, ouvrir les marchés pour attirer des investisseurs étrangers. Pour stimuler ce processus, il faudrait permettre aux riches d'accumuler davantage, en allégeant les cotisations sociales patronales et l'impôt sur les grandes fortunes.

Tout ceci ne pourrait aboutir qu'à une situation où les travailleurs seraient encore plus précarisés par la concurrence internationale accrue et exclus de la production par le développement de l'automatisation, tandis que des riches devenus encore plus riches thésauriseraient ou dépenseraient leur fortune dans la consommation improductive de marchandises de luxe plutôt que d'étendre massivement la production et le salariat bien rémunéré, et ainsi compenser la baisse du taux de profit par une hausse proportionnellement plus importante de la masse de valeur produite. Cependant, les progrès techniques appliqués à la production et les normes salariales au rabais qu'ils imposent, impliquent de toute façon une baisse du taux de profit accompagnée d'une chute de la masse de valeur produite. Le capitalisme est donc acculé entre deux alternatives de crises : crises de réalisation (pénurie de demande solvable) et crise de valorisation (baisse du taux de profit), prenant alternativement le pas l'une sur l'autre, et qui ne vont qu'en s'aggravant. Il n'y a donc aucun espoir à placer en ce système et toutes les raisons de le changer. Mais les capitalistes, même pour les plus lucides d'entre eux qui n'entrevoient aucune issue optimiste, sont prisonniers d'un confort, d'une série d'intérêts particuliers et de privilèges, qui les incitent, en dépit de sa morbidité à défendre ce système coûte que coûte, quitte à réprimer le peuple, à le tuer à la tâche, à le faire vivre sous les ponts et à le faire mourir de faim. De ce point de vue, l'autoritarisme et le sécuritarisme de Fillon sont les bienvenus. Ils garantiront les privilèges de quelques uns au détriment de l'immense majorité.

Tout aussi problématiques sont son conservatisme moral (notamment soutien des homophobes manif pour tous), qui préparent un monde austère, empêchant l'extension des libertés. Il en va de même de son écologie inconséquente : extension des marchés, notamment financiers (avec les risques de crises que l'on connaît), sous couvert de green-washing, et de remplacement des services rendus par la nature par des technologies dont les effets pourraient s'avérer pervers, créant alors toute une série de nouvelles dérégulations de la nature, sans pour autant prendre au sérieux les objectifs de réduction drastique des émissions de gaz à effets de serre préconisés par la COP 21, ni les bilans sur le déclin à court terme des ressources fossiles et des métaux.

Crise économique, augmentation des inégalités, paupérisation, exclusion, péril écologique, conservatisme moral et autoritarisme ; ce projet ne nous apportera rien de bon et doit être combattu ardemment.

Marine Le Pen – Front National

Tout d'abord, Marine Le Pen est issue d'une famille multimillionnaire dont la constitution de la fortune est douteuse. Que de tels personnages se présentent comme des candidats du peuple ou des travailleurs relève de l'hypocrisie la plus profonde. D'autre part, elle se présente comme candidate de la moralisation de la vie politique, tandis qu'elle n'est pas en reste au niveau des affaires douteuses, qu'il s'agisse d'évasion fiscale ou d'emplois fictifs. Elle se présente également comme candidate hostile à une caste politique cumularde et carriériste, tandis que, depuis des années elle mène une carrière politique cumulant fonctions de permanente à la tête de son parti, cumul de mandats municipaux, régionaux, et au parlement Européen. Bel exemple, de moralisation de la vie politique. Cependant, nous ne nous attarderons pas sur ces aspects, afin de nous consacrer à la critique de son programme et de son projet politique. Marine Le Pen se présente comme candidate anti-système, mais comme nous le verrons que, comme la plupart des autres candidats, elle fait partie des incarnations du système, elle en constitue une des variantes, n'est qu'une des têtes de l'hydre du capital.

Le FN gagne une partie de son électorat sur la base d'un rejet superficiel du capitalisme, réduit aux seules dimensions de la mondialisation, de l'Europe, de la finance et des banques, ainsi que de la concurrence étrangère (travailleurs étrangers, entreprises étrangères). Son projet consiste, principalement, dans la fermeture des frontières (barrières douanières pour produits importés, barrières aux migrations de travailleurs étrangers), ainsi que dans le regain de la souveraineté monétaire nationale (afin de contrôler la valeur de la monnaie pour favoriser les transactions commerciales internationales). Une telle politique a pour but de rééquilibrer la balance commerciale du pays, afin de parvenir à un excès d'exportations par rapport aux importations. Cependant, une telle politique ne peut se faire qu'au détriment des autres pays, et par voie de fait, des travailleurs des autres pays, qui sont toujours les premiers à subir les conséquences des difficultés économiques. De plus, les politiques de protectionnisme économique n'ont pas véritablement eu d'effets positifs dans l'histoire (pas plus que le libre échange, voire même moins). Enfin, les politiques protectionnistes entraînent toujours des réactions en chaîne, aussi, les effets positifs immédiats se retrouvent annulés à court terme du fait de l'alignement des autres pays sur des politiques similaires. Le protectionnisme économique constitue ainsi une fausse bonne solution.

Le projet du FN se double également de mesures néolibérales, visant plus de pouvoir patronal, des possibilités de passer outre le code du travail pour imposer des conditions de travail au rabais, des possibilités d'allongement du temps de travail et de report de l'âge de départ à la retraite, qui ne feront qu'aggraver encore le problème du chômage (sans compter aussi la réduction du nombre de fonctionnaires, qui produira les mêmes effets). Le projet du FN n'est donc pas viable. Et d'autant qu'il ne remet en rien en question le système, qu'il ne développe aucune proposition pour supprimer les causes des crises. Ces causes, se sont, d'abord, la propriété privée des moyens de production et l'échange marchand, structure fondamentale du système, à la base de crises commerciales. Ce sont ensuite les problèmes de valorisation liés à la course à la productivité, et supprimant du travail vivant. De surcroît, les problèmes commerciaux, de réalisation de la valeur, et industriels, de valorisation du capital, tendent à dissuader les capitalistes d'investir dans la production. Il en découle une suraccumulation financière, une hausse de la proportion de la consommation de luxe dans la consommation globale, et une tendance, pour amasser de l'argent rapide, à se lancer dans l'actionnariat et la spéculation, ce qui, parce que la valeur des titres se retrouvent infondés du fait des difficultés de l'économie réelle, découle sur des crises financières, du commerce à crédit non solvable et le développement d'une montagne de dettes. Les banques, quant à elles, du fait de la mauvaise santé de l'économie, sont peu enclines à prêter à des taux d'intérêts bas et tendent à les augmenter pour limiter les pertes. De ce fait, en même temps que croît une dette nette non solvable, croissent également de manière exponentielle les intérêts de la dette. Est donc fausse l'idée que ce sont les manigances des spéculateurs et les arnaques des banquiers qui sont la cause de la crise. Bien évidemment, des spéculateurs magouilleurs et des banquiers prêts à tout pour s'enrichir existent, comme il existe des patrons voyous. Cependant, le système lui-même, peut importe les intentions des uns ou des autres, et même s'il n'était composé que de personnes honnêtes, ne fonctionne pas du fait

de sa structure de base elle-même. Il est donc parfaitement illusoire de croire qu'en faisant la peau aux spéculateurs, banquiers et grands patrons, l'économie se portera bien, qu'elle permettra de satisfaire les besoins de tout un chacun. De même, il est parfaitement illusoire de penser que la préférence nationale en matière d'emploi y changerait quoi que ce soit. Comme expliqué, le développement technique appliqué à la production – mécanisation, automatisation, robotisation, programmation informatique, programmation intelligente, usines, 4.0, impression 3D, ubérisation – tend à supprimer du travail vivant, à détruire des emplois (plus qu'il n'en crée). Ainsi, la préférence nationale, au même titre que la méritocratie, le stakhanovisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, l'identité de genre et l'orientation sexuelle, n'a pour fonction, du point de vue du capital, que de servir de critère de sélection sociale afin de légitimer des formes d'exclusion sociale, tandis qu'il sert dans le même temps d'outil pour exciter les sentiments de xénophobie, renforcer le sentiment d'appartenance nationale et étouffer l'appartenance de classe. Mais à plus long terme, comme la crise se poursuivra et ne fera que s'approfondir, chacune et chacun risque d'être touché par cette exclusion. Et plus un tel parti s'installera au pouvoir, plus son autoritarisme et son contrôle social sera renforcé, plus les outils de combat social se feront détruire, dissoudre, démanteler, plus les militants progressistes se feront traquer, incarcérer, voire pire. Plus s'installera un conservatisme moral, et moins l'aspiration à l'égalité, à la liberté et à la révolte sera réprimée, face à une acceptation de la misère matérielle et morale, à la limite du sadomasochisme.

D'autre part, il n'y a pas non plus grand-chose à attendre de ce parti du point de vue écologique. En la matière, le FN ne propose qu'un green-washing inconséquent. L'écologie ne consiste pour ce parti qu'un moyen de promouvoir son fond de commerce traditionaliste et nationaliste, à travers la défense des terroirs et du cadre national comme prétendu espace optimal de relocalisation de la production et des échanges. Tout ceci n'a pour but que de renforcer davantage son électorat en allant racoler sur le terrain de l'écologie. Mais à défaut d'une diminution conséquente de la production mondiale et des échanges (exportations comprises), c'est la crise climatique, géologique, la pénurie des énergies et des métaux qui se prépare.

Chômage, misère, crises économiques, crise écologique, tensions internationales, xénophobie, austérité morale et misère existentielle, autoritarisme, contrôle sociale et répression : le projet politique du FN compte parmi les plus viles et le plus abjectes qui soient, à l'exact opposé du potentiel d'émancipation humaine que comporte la société. Il doit être rejeté en bloc et combattu par tous les moyens possibles.

Lire aussi :

Pourquoi le Front National ne viendra-t-il pas à bout des crises ?

<http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/pourquoi-le-front-national-ne-viendra-t-il-pas-a-bout-des-crises-a119369982>

La « Nouvelle Ecologie » du Front National : défendre le capitalisme et l'Etat-Nation au détriment des classes populaires

<http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/la-nouvelle-ecologie-du-front-national-a114373986>

Pour plus d'informations sur les mesures antisociales, les gestions désastreuses des municipalités, et les affaires judiciaires des élus et cadres du FN :

<http://www.visa-isa.org/>

Nicolas Dupont-Aignan – Debout la France / François Asselineau – Union Populaire Républicaine

Nous ne développerons pas davantage sur ces candidats, dont les programmes semble emprunter tantôt au FN (protectionnisme, souverainisme) tantôt aux Républicains (mesures libérales visant à donner plus de pouvoir aux patrons et attaquer les salaires). Nos conclusions à leurs sujets sont les mêmes : ces partis sont à côté de la plaque : national ou Européen, il n'y a pas d'espoir social, écologique et démocratique à placer dans le capitalisme.

Emmanuel Macron – En Marche

Se présentant sous un jour « antisystème », et « révolutionnaire », Emmanuel Macron est en vérité un pur produit du système, un politicien comme les autres, dont le but est de faire décoller sa carrière, et dont le projet politique n'est pas la rupture mais l'accompagnement de la logique délétère du système (on se rappellera, à ce sujet, de l'antisociale et très néolibérale « loi Macron »). Il ne fait que reprendre le siège du centrisme laissé vacant par François Bayrou, le côté vieil idéaliste laissant la place au jeune loup opportuniste. Le projet du centrisme, de Bayrou à Macron, n'a jamais été qu'un néolibéralisme maquillé d'ouverture culturelle et de promesses sociales futures relevant de la chimère. Il s'inscrit dans la pure continuité de la ligne sociale-libérale du parti socialiste, elle-même empruntée au modèle du parti travailliste de Tony Blair en Angleterre. Le bilan de ce modèle politique n'est pas brillant. Le projet était de remplacer la démocratie par le marché, et de permettre une relance temporaire de l'accumulation capitaliste, afin de constituer une réserve au sein de laquelle l'Etat pourrait de nouveau puiser à long terme pour remettre en place des politiques sociales. Il n'a fait que renforcer l'appauvrissement de la population, dégradant les conditions de vie et mettant en place les bases d'une crise commerciale au niveau du marché intérieur, crise qui, si elle n'a pas dégénéré, ne doit son sursis qu'aux politiques d'exportation sur les marchés extérieurs. Il en découle de l'argent suraccumulé ne pouvant être réinvesti de manière rentable dans la production, ceci faute d'une demande solvable insuffisante. D'autre part, la course internationale à la compétitivité posant les bases de récessions et de crises industrielles et financières, aggravant encore le problème, à finalement conduit à un rejet massif du libre échange à travers le Brexit, solution inefficace de repli protectionniste qui fait déjà déchanter l'Angleterre. Les applications des politiques néolibérales en France, du tournant de la rigueur de 82-83 pris par Mitterrand, à celles du gouvernement Hollande-Valls-Macron, ne sont guères plus brillantes, et ne présagent aucune sortie de crise, ni aucune amélioration de la qualité de la vie. Ainsi, un tel programme, hormis au niveau de quelques aspects techniques, n'a rien de fondamentalement différent des programmes d'austérité du PS et de l'UMP, qui ont successivement échoué les uns après les autres. Il ne préservera ni du chômage, ni des inégalités, ni des crises économiques et écologiques.

Les gauches

Benoit Hamon – Parti Socialiste

Après l'échec du gouvernement Hollande-Valls, les électeurs des primaires de la gauche ont majoritairement préféré Benoit Hamon à l'ancien premier ministre. Ce faisant, ils ont choisi de rompre avec une ligne politique axée sur l'autoritarisme, la répression, le sécuritaire (Etat d'urgence prolongé), la chasse aux migrants, le néolibéralisme et l'austérité (ANI, lois Macron, El Khomri), avec une ligne peu ambitieuse concernant les questions écologiques (écologie de façade, greenwashing, capitalisme vert, défense des grands projets inutiles comme Notre Dame des Landes, Sivens, Bure, Roybon), sociétales (Mariage pour tous minimal, notamment concernant les questions d'adoption, PMA, GPA), et démocratiques (non réalisation de la promesse de droit de vote des étrangers).

Benoit Hamon incarne l'image d'un PS renouant avec la tradition du progrès social (abrogation de la loi travail, réduction des inégalités, développement de la démocratie, notamment en entreprises, laïcité, éducation), tout en faisant face à la modernité (prise en compte plus importante des problématiques liées à l'écologie, l'altermondialisme, au numérique et à l'automatisation). Cependant, plusieurs problèmes se posent.

D'une part, la croyance en une possibilité de moralisation du capitalisme, démarche d'autant plus inefficace que cette moralisation serait encore très timorée. Même si Benoit Hamon semble comprendre que le remplacement toujours plus important et accéléré du travail vivant par des machines pose un problème quant à la place centrale du travail (humain) en tant que créateur de valeur, il ne saisit pas correctement ni totalement les causes systémiques réelles des inégalités, de la pauvreté, du chômage, des faillites et des crises du capitalisme. De plus, les solutions qu'il propose (taxe sur les robots, revenu universel), qui plus est à échelle nationale, sont à contre courant de la dynamique (internationale) du capital, qui consiste, pour ne pas être dépassé par ses concurrents à rechercher à tout prix les gains de productivité ou la production au moindre coût. Pour qu'une telle mesure ait une infime chance de fonctionner et de produire des effets sociaux véritablement bénéfiques (et non pas à la marge), il faudrait qu'elle fasse l'objet d'un accord international.

D'autre part, la croyance dans la capacité d'un gouvernement et d'un parlement de gauche à changer les choses par lui-même relève de la chimère. Ce n'est un secret pour personne que des organismes patronaux comme le MEDEF tiennent les rennes de l'économie et ainsi du pouvoir, sans parler des organes de pouvoir internationaux. Pour leur faire face, une poignée de politiciens ne peut suffire. Il faudrait le concours d'un fort mouvement social, combattif, mobilisé, organisé, et ce dans la durée, pour créer un rapport de force différent. A défaut, c'est encore la désillusion qui attendra les électeurs du Parti Socialiste.

Lire aussi : [Benoît Hamon sur France Inter – quand des membres du PS semblent prendre conscience de la crise structurelle du capitalisme](#)

Jean-Luc Mélenchon – La France Insoumise

Le Front de Gauche est mort, et il a accouché de quelque chose de pire encore : La France Insoumise. Malgré certains effets d'annonce sympathiques, comme le projet de remonter les salaires, la reconnaissance de la croissance comme problème écologique fondamental, l'idée d'extension de la démocratie, (démocratie participative, plus de démocratie dans les entreprises), le programme est en net recul par rapport à celui du Front de Gauche [1].

De plus, l'utilisation des symboles issus du folklore national, en plus de leur inutilité totale, loin de « ne pas laisser notre héritage être perverti par le Front National », ne font que polariser le débat autour de ses thématiques. De même, l'accusation portée par la gauche au Front National, comme quoi celui-ci lui volerait son programme, témoigne à la fois d'une méconnaissance des programmes historiques de l'extrême droite, issus du social populisme, surfant sur le Keynésianisme, la haine des banquiers et des financiers, mais aussi d'une absence de repères dramatique de cette gauche, notamment communiste, qui a depuis trop longtemps oublié son programme.

Ainsi, le protectionnisme économique, loin de lutter contre une concurrence internationale injuste, ne fera que renforcer les tensions concurrentielles au sein du territoire. D'autre part, même un programme protectionniste qui réussirait ne consisterait qu'à faire remonter le PIB d'une nation au détriment d'une autre, qu'à favoriser (même de manière timorée), les salarié-e-s d'un pays au détriment de celles et ceux d'un autre pays, et ainsi à renforcer le sentiment de fierté nationale au détriment de l'appartenance de classe. Une telle mesure, n'est pas de gauche.

D'autre part, la tendance à ne traiter que des dimensions monétaires et financières de la crise, à l'acharnement contre les actionnaires, spéculateurs et banquiers, sous-tend :

Une tendance à croire que la bonne petite économie réelle, le bon petit capital productif, serait pervertie par la méchante économie virtuelle, le grand méchant capital fictif. Une telle approche témoigne d'une méconnaissance profonde des causes de la crise, des rôles respectifs des banques et de la finance dans le capitalisme. En effet, la crise est d'abord due à la défaillance profonde de l'économie réelle. Le capitalisme est un système de propriété privée où chacun produit de manière plus ou moins aléatoire, sans réelle coordination avec les autres et en concurrence avec eux. C'est aussi un système où la possibilité de satisfaire ses besoins dépend de la vente non-garantie (ni en soi, ni dans des délais suffisants ni à bon prix) des marchandises. C'est encore un système où l'incertitude économique pousse à rechercher sans cesse les gains de productivité pour rester en course. Ce chamboulement régulier du mode de production implique à la fois les faillites de certaines entreprises et une plus grande concentration du capital pour les autres, la suppression du travail vivant, le développement du chômage et de déqualification d'une partie des salarié-e-s, la complexification du travail, l'impossibilité d'en retrouver immédiatement et l'obligation de suivre une formation longue pour en retrouver, sans pour autant en avoir les moyens. Enfin, comme le travail vivant est la source de la valeur et de la plus value, et par là de l'accumulation du capital, sa suppression régulière génère une tendance à la baisse du taux de profit, dissuasive pour les capitalistes qui souhaitent investir dans l'économie réelle. Face à ces difficultés, il n'est pas difficile à comprendre que, d'une part, les capitalistes aient tenté, de redresser les taux de profit par des attaques sur les salaires et des délocalisations (sans succès car réduisant ainsi les possibilités de consommation et remplaçant une crise industrielle de valorisation du capital par une crise commerciale de réalisation de la valeur) ; d'autre part, pour continuer à amasser des profits élevés face aux problèmes de valorisation et de réalisation, ils se soient lancés massivement dans l'actionnariat et la spéculation. Enfin, que face aux

difficultés commerciales, ils aient encouragés les crédits à la production, à la consommation et les crédits d'Etat, créant ainsi une masse de dettes ne pouvant être remboursée du fait d'une production de valeur insuffisante et en déclin dans l'économie réelle. De fait, les bulles spéculatives basées sur des titres de propriété à valeur infondée ne pouvaient qu'éclater en Krach, les monnaies voir leur valeur en danger, les créanciers être ruinés ou exiger des remboursements rapide ruinant des entreprises et des ménages, et tout cela à cause des difficultés premières de l'économie réelle et de l'impossibilité de trouver, dans le capitalisme, des mécanismes de régulation efficaces et durables.

L'autre aspect problématique est que Mélenchon et la France Insoumise estiment que le problème viendrait du fait qu'il y aurait de mauvaises instances dirigeantes, dirigées par de mauvaises personnes. Il suffirait dans ce cas de remplacer le vice par la vertu en politique pour que la vie s'améliore. Malheureusement, c'est un peu plus compliqué. En effet, tant que subsiste l'éclatement des producteurs entre eux, l'individualisation des destins par la voie de la réussite économique, les agents économiques livrés à eux-mêmes, aussi pétri de bonnes intentions soient-ils, n'ont pas le choix que de se plier à certaines règles, que de n'être que des agents reproduisant un système, que de n'être que des fonctionnaires obéissant à la logique du capital. S'ils décident de s'écarter de ce chemin, qu'ils prennent la voie du refus et de la désobéissance, ils se condamnent à s'exclure eux-mêmes, tout en étant remplacés par toute une poignée de personnes qui attendent qu'une place se libère. Ainsi, le système ne peut être aboli que par un élan collectif, un mouvement social ayant pour but de le détruire de fond en comble et de reconstruire une société nouvelle, émancipée de la propriété privée des moyens de production, de l'échange marchand, de la concurrence, de la course à la productivité et des crises qui en découlent.

Face à cela, le programme de la France Insoumise apparaît par trop timoré. Du point de vue programmatique, une limitation des revenus à une échelle de 1 à 20 fois le smic, voire de 1 à 10, même accolée à une limitation des dividendes (encore trop faible), une chasse aux niches et à l'évasion fiscale, des taxes sur le patrimoine, un remplacement de la TVA par de l'impôt progressif, ne suffiraient à remonter significativement l'ensemble des salaires, tout en permettant un financement suffisant de l'ensemble des services de l'Etat, la modernisation des moyens de production et une épuration rapide des dettes (même en supprimant les intérêts de la dette, ou en en renégociant une partie). Même si un tel programme pouvait fonctionner à court terme, la crise économique serait quand même au bout du tunnel.

Les mêmes interrogations peuvent être soulevées concernant la crise écologique. La méthode consistant à financer le secteur de la réparation environnementale par les crédits ou les prélèvements sur la plus value (d'ailleurs trop inconséquents si l'on regarde la limitation des hauts revenus prévue par la France Insoumise), se heurtera aux mêmes limites, aux mêmes crises économiques que celles de la production industrielle. D'autre part, il ne s'agit pas de maintenir les activités existantes tout en les augmentant par l'émergence d'un grand secteur écologique, auquel cas il s'agirait d'un simple green washing. La France Insoumise le sait bien. Cependant, elle ne comprends pas que la décroissance, si elle constitue une nécessité écologique, est impossible dans le capitalisme, même moralisé, et ne peut, dans ce cadre, que mener soit à une crise économique, soit à une crise écologique, soit aux deux.

Ensuite, soulignons que, d'un point de vue stratégique, la France Insoumise à tendance à mettre la charrue avant les bœufs. Elle veut ériger une VIème République avant même que les rapports sociaux réels aient changés, elle pose l'affrontement social du point de vue civil, avec comme sujet le citoyen, plutôt que du point de vue social et économique, avec comme sujet les travailleuses et les travailleurs, elle envisage le changement par la voie des urnes avant même d'avoir construit l'ossature sociale, c'est-à-dire un mouvement social puissant, combattif, massif et solidement organisé. Or à défaut d'un tel mouvement, les quelques ministres et parlementaires ne pèseront pas lourd face à la classe dominante et à ses appareils de domination, aussi bien au plan national qu'international. La France à ainsi beau avoir un PIB plus important que la Grèce, ce n'est pas pour autant que des élus du peuple feront mieux que Tsipras et parviendront à s'imposer au niveau Européen et mondial.

Soulignons enfin le danger que représente le phénomène charismatique autour de la personnalité de Mélenchon. Rien que chez les militantes et les militants de la France Insoumise, il se développe un véritable culte de la personnalité autour de leur leader et de ses textes, quasiment érigées au rang de saintes écritures. Même si celui-ci affiche la volonté de se retirer après la mise en place d'une VIème république, quand bien même ce serait le cas, il est fort probable qu'à la moindre difficulté (difficultés prévisibles en fonction de ce que nous venons d'analyser), le peuple qui l'a élu rappellera son héros,

son sauveur providentiel, pour qu'il assume ses responsabilités et dirige leur Etat providence. Une telle perspective, nuisible du point de vue de l'autonomie individuelle et politique, ainsi que de la démocratie, devrait pourtant alerter du fait de ce qu'elle a pu engendrer comme catastrophes dans l'Histoire. Bien entendu, Mélenchon n'est ni De Gaulle, ni Staline, ni Lénine, mais l'exercice du pouvoir à une tendance à transformer et à corrompre les hommes. Aussi, la lutte anticapitaliste et antiproductiviste ne peut faire l'économie d'une lutte antiautoritaire.

[1] Le programme de la « France insoumise » : des choix contraires à ce pour quoi nous combattons. Liens :

<http://www.pcf.fr/93807>

http://www.pcf.fr/sites/default/files/leproblemecestleprogramme-rev_0.pdf

Lire aussi : Changer la société, sans se faire berner, Alternative Libertaire, été 2016.

<http://www.alternativelibertaire.org/?Changer-la-societe-sans-se-faire>

Natalie Arthaud – Lutte Ouvrière

Tout d'abord, on commencera par souligner que les militants et militantes de Lutte Ouvrière sont des camarades, du fait qu'ils sont du côté de celles et ceux qui défendent le projet d'une meilleure société humaine, et qui défendent « le camp des travailleuses et des travailleurs ».

Le programme présenté par Lutte Ouvrière propose une meilleure répartition des richesses (SMIC à 1800€ nets, limitation des hauts revenus, taxation des dividendes, suppression des cadeaux fiscaux faits aux riches, lutte contre les niches, la fraude et l'évasion fiscale, paiement de la dette par les capitalistes, ouverture des livres de comptes, suppression de la TVA, interdiction des licenciements, socialisation des banques et des grandes entreprises.

Du point de vue des travailleuses et des travailleurs, on ne peut qu'être en accord avec un tel programme dans l'esprit, car il vise l'amélioration des conditions de vie et l'égalité sociale. Cependant, ce programme sous-entend que le problème viendrait d'une trop grande prédation des capitalistes sur la valeur produite, qui empêcherait l'économie capitaliste de tourner correctement, de satisfaire les besoins de tout un chacun. Ce faisant, LO ne fait que reprendre les analyses tronquées du Marx de *Salaires, Prix, Profits*, prônant une limitation des profits capitalistes et l'expropriation des patrons comme forme d'abolition du salariat, sans trop s'étendre sur la nécessaire association des producteurs sans patrons à l'échelle de la société. LO passe ainsi sous silence les apports de la critique radicale de l'économie politique, développée par Marx dans les *Grundrisse* et le *Capital*, c'est-à-dire une critique radicale des catégories abstraites et structures concrètes du capitalisme (propriété privée, marchandise, marché, monnaie, valeur, salaires, prix, profits, etc.), et proposant leur dépassement dans une société communiste, où la discussion rationnelle entre producteurs associés, politiquement et matériellement égaux, remplacerait leur domination par « les puissances aveugles des échanges ». Si LO fait bien des allusions à ce projet de société communiste, il s'agit surtout de grandes aspirations, très sommaires, consistant à revendiquer la fin de la propriété privée des moyens de production et de l'échange marchand, sans pour autant expliquer en quoi ce sont ces deux éléments structurels qui constituent le terreau des crises du capitalisme.

Ainsi, il y a un décalage profond entre le programme mis en avant d'un côté, et les analyses et le projet de société, trop partiellement évoqués, de l'autre.

Le programme présente une analyse de la pauvreté, du chômage, et des crises, en termes de sous-consommation des masses par avidité capitaliste, tandis que l'analyse des groupes d'intellectuels contredit ce fait en attribuant les causes de la crise aux nécessaires difficultés commerciales du capitalisme d'une part : nécessité et incertitude de vendre, de vendre à bon prix et à temps, risque d'inégalités, de chômage, de faillite, pouvant par répercussion dégénérer en une crise ; et au développement de la productivité de l'autre : suppression du travail vivant, seule source de valeur et de plus value, et ainsi chômage croissant difficilement résorbable, baisse des taux de profit et dissuasion à l'investissement de l'autre, avec impacts sur les sphères bancaires (multiplication des crédits non solvables) et financière (les capitalistes se tournent vers l'actionnariat et la spéculation,

des bulles se créent, leur valeur étant infondée, elles éclatent en krach), ainsi que sur les conditions de rentabilité du capital et les débouchés commerciaux (automation ou délocalisation et dévalorisation de la force de travail à un coût inférieur à un équipement technologique lourd et fortement automatisé de moins en moins coûteux qu'il nécessite moins de force de travail pour sa production, engendrant une pénurie de demande suffisamment solvable pour écouler les marchandises dans de bonnes conditions de profitabilité). De ce point de vue, le programme communiste – la suppression de la propriété privée et de l'échange marchand – en offrant la possibilité de redonner à la production et à la distribution un caractère social conscient, s'avère être le point de départ nécessaire à l'abolition des inégalités, du chômage, de l'exclusion, des faillites et des crises. Il est donc fortement regrettable que LO, et plus largement la grande majorité des organisations anticapitalistes, éludent cette critique sociale sous prétexte de difficulté à la faire comprendre.

Au-delà des analyses économiques qu'elle choisit de présenter ou de passer sous silence, deux autres problèmes doivent être soulignés : la trop grande indifférence de LO aux questions écologiques et démocratiques.

Concernant la question écologique, ce n'est pas tant que Lutte Ouvrière soit productiviste, même si certaines brochures du cercle Léon Trotsky témoignent d'un prophétisme scientifique aussi aveugle qu'irraisonné – en effet, même si les arguments selon lesquels la science est orientée par le capitalisme et que dans une approche révolutionnaire, on pourrait lui donner les moyens d'aller dans le bon sens et de faire de bonnes découvertes, LO oublie que les découvertes scientifiques ne sont pas garanties, ni garantie d'arriver à temps, et sont parfois accidentelles, ce qui signifie que l'on ne peut baser un projet de société uniquement sur les découvertes providentielles de la science). Cependant, l'argument principal de LO est qu'il s'agit là de question d'anticipation, qui ne pourra trouver réponse qu'après la chute du capitalisme et de développement d'une véritable démocratie des producteurs associés (du communisme véritable). On ne peut qu'être d'accord avec une telle analyse, même si, du fait que l'on n'a aucune indication sur la date d'une révolution communiste, on ne peut donc savoir si le capitalisme nous laissera une planète vivable au moment où on le détruira, ce qui implique une urgence à préserver le monde vivant et à limiter l'empreinte humaine sur la nature dès maintenant.

Enfin, concernant les questions de démocratie, les propositions de LO sont bien vides, ce qui laisse ouvert le soupçon d'autoritarisme. En effet, LO ne parle ni de démocratie directe, ni de mandat impératif, révocable à tout moment, ni d'autogestion sociale, ni de fédéralisme, et ce qu'il s'agisse des luttes, du programme immédiat ou du projet de société. Ainsi, par absence de garanties libertaires, le danger de dérive autoritaire d'une révolution s'en trouverait augmenté.

La lutte pour le communisme ne peut donc faire l'économie ni de la lutte pour la soutenabilité sociale et écologique, ni de celle pour la démocratie libertaire.

Philippe Poutou – Nouveau Parti Anticapitaliste

A l'heure actuelle, nous ne savons pas si le NPA parviendra à réunir les 500 signatures, il est d'ailleurs probable que ce ne soit pas le cas. Cependant, ce serait fort regrettable et grave pour la démocratie qu'un parti aussi investi dans les luttes et aux propositions aussi intéressantes ne puisse se présenter – et ce en dépit de ce que l'on peut penser de la stérilité des candidatures ouvrières à la présidence de la république.

Les programmes, analyses et projets économiques du NPA étant sensiblement identiques à celles de Lutte Ouvrière, nous renverrons les lecteurs à l'analyse des propositions de ce parti. Aussi, nous axerons ici le propos sur les deux autres sujets principalement soumis à débat : l'écologie et la démocratie.

Contrairement à LO, le NPA témoigne d'une véritable préoccupation pour les questions écologiques. En témoignent tant ses propositions en la matière que son investissement dans les luttes. Cependant, il y a tout de même matière à critique. D'une part, la difficulté pour le NPA de positionner son écologique comme « décroissance » - et plus largement son projet de démocratie écosocialiste comme décroissance communiste libertaire [1]. Au-delà des effets stratégiques de mots d'ordre et de réception populaire des concepts politiques, le projet du NPA témoigne d'une incertitude – incertitude en partie légitime – concernant la question de l'antiproductivisme et de l'autolimitation. D'un certain

point de vue, des courants du NPA estiment que l'anticapitalisme – l'abolition des aberrations capitalistes (par exemple, surproduction de marchandises invendables, obsolescence programmée, aberrations sanitaires) – suffirait pour assurer une société métaboliquement soutenable, tandis que d'autres courants sont plus radicaux. Il n'en demeure pas moins que la question antproductiviste est encore abordée en surface, du point de vue de « la production pour la production », ou de la critique du trop grand confort irresponsable, non du point de vue de la décroissance comme nécessité, dont il faudrait envisager les profondeurs possibles pour penser les alternatives du futur. En effet, le NPA aimerait que le choix d'une société technologique, même restreinte, puisse perdurer – ce que nous aimerions également – et n'ose pas aborder l'éventualité même qu'elle serait encore trop insoutenable, ce qui nécessiterait d'abandonner cette alternative. Enfin, si la nécessité de traiter des problèmes écologiques est urgente et ne saurait attendre l'avènement de la grande révolution, la manière dont le NPA envisage d'y faire face, en partie, les problèmes écologiques dans le cadre d'une société encore capitaliste, est des plus problématiques. Tenter de résoudre les problèmes de l'écologie par la création d'emplois, que le financement de la transition s'effectue par prélèvement sur la plus value ou a crédit, risque d'une part de ne pas fonctionner, d'autre part, d'entrer en contradiction avec d'autres objectifs, tels que le financement de la santé, de l'éducation, de la réduction du temps de travail sans perte de salaires, où une hausse générale des salaires de 300€ par individu. Et ce sans compter que cette transition s'effectuerait dans une économie où les structures fondamentales du capitalisme, et partant de là, des crises, seraient encore en place et produiraient de ce fait encore leurs effets [2].

Le second point concerne la posture du NPA concernant la question de la démocratie. De ce point de vue, le NPA est, parmi les partis qui se présentent à l'élection, celui qui développe les propositions les plus avancées : suppression de la fonction présidentielle, mandat impératif et révocable à tout moment, autogestion des entreprises. Il développe également des positions ouvertes concernant la démocratie directe, le fédéralisme [3]. Cela est valable tant pour le fonctionnement d'une société émancipée que pour les luttes sociales. Cependant, ouverture ne veut pas dire position tranchée. Or cette question reste cruciale pour l'émancipation sociale.

[1] Lire : Pour une Décroissance Communiste Libertaire, Chapitre I, de quoi l'écocapitalisme est-il le nom ?

http://ekldata.com/8SfN16fJd08Bz_mlk8ADa_bCvk/Pour-une-Decroissance-Communiste-Libertaire.pdf

[2] Lire : Economie et Ecologie : à la croisée des crises – critique de la valeur et critique de la croissance.

<http://decroissancecl.revolublog.com/economie-et-ecologie-a-la-croisee-des-crises-critique-de-la-valeur-et--a125784994>

[3] Par exemple, Olivier Besancenot & Michael Löwy, Affinités Révolutionnaires.

Lire aussi : Le NPA peut-il devenir l'organisation de l'émancipation révolutionnaire au XXIème siècle ?

<http://espritcritiquerevolutionnaire.revolublog.com/critique-du-npa-a113953590>

Stratégie – Pour changer la société : s'organiser et lutter !

Le rôle des luttes sociales

Pour quiconque connaît un tant soit peu l'histoire du mouvement ouvrier, il est évident que ce sont les luttes sociales de masse qui ont permis des avancées sociales (1936, 1968). Ce sont elles qui ont fait céder des gouvernements, ou maintenu la pression pour qu'elles soient mises en place par des gouvernements réformistes (Front Populaire de 36, gouvernement PS de 81 à 83). Ce sont également elles et non l'action parlementaire de gauche, qui ont permis d'empêcher certaines réformes antisociales (par exemple, 1995, 2006). Cependant, les luttes ne se résument pas qu'à faire pression sur les gouvernements de gauche et de droite. Elles ne peuvent également se résumer à constituer des tremplins électoraux pour des candidatures réformistes stériles.

Face aux constats de l'impossibilité, dans le cadre de la gestion étatique du capital, de réaliser le véritable potentiel d'émancipation humaine que comporte la société, face au constant de ses dérives antisociales, autoritaires et de sa structure très peu démocratique, et face aux tentatives aussi inutiles qu'inefficaces de récupération électorale de la contestation sociale, les mouvements sociaux doivent s'autonomiser se constituer comme puissance sociale créatrice à part entière.

D'une part, face à la face démocratique de l'Etat, un de leurs objectifs doit être de se développer sur des bases véritablement démocratique (décisions prises en assemblées de base, mandats impératifs, révocables à tout moment, courts et limités dans le nombre de renouvellements, fédéralisme et autogestion). Ces bases leur seront profitables aussi bien dans l'immédiat, que dans le cadre d'un projet futur de transformation sociale.

Les structures de lutte et les embryons de contre-société comme bases d'auto-organisation

Par mouvements sociaux, on ne désigne pas ici seulement les millions de personnes défilant dans les rues, mais aussi les différentes structures (syndicats, collectifs, associations) qui préexistent, organisent et alimentent la contestation sociale. En tant que structures, que collectifs rassemblant des individus, organisation des actions, produisant de la réflexion, elles constituent le tissu social qui de l'action contestataire, peuvent constituer ensuite les bases de l'organisation de la vie sociale. En cela, elles constituent les premiers embryons d'une contre société, appelée à remplacer l'Etat et ses institutions.

Le syndicalisme révolutionnaire

Les syndicats ont généralement pour but d'organiser les travailleuses et les travailleurs, mais aussi les étudiants, retraités, privés d'emploi, et ce afin de permettre une défense collective de l'ensemble de leurs intérêts immédiats, et ce par divers moyens : la négociation, la lutte... la révolution. Mais les syndicats peuvent être aussi porteurs d'un projet de transformation sociale, et intervenir dans la société, l'espace public, afin de faire valoir les aspirations de la classe sociale qu'ils défendent en ce qui concerne les autres aspects de la vie. Le syndicalisme révolutionnaire, outre le fait qu'il soit porteur de cette vision élargie du syndicalisme, vise l'autonomie du syndicat par rapport aux partis politiques, et réfute l'alternative de gouvernement politique révolutionnaire, au profit du remplacement de l'Etat, du gouvernement centraliste, et du patronnat et de ses appareils de pression, par le syndicat, la démocratie syndicale fédéraliste, afin de gérer la production et d'organiser la vie sociale.

Les entreprises autogérées et les alternatives concrètes

Les entreprises autogérées et les alternatives concrètes ont pour but est de s'émanciper davantage de la tutelle des pouvoirs économiques et politiques et, et ce pour améliorer la vie immédiate sur certains points. Ils constituent des espaces intéressants pour l'expérimentation de fonctionnements sociaux alternatifs. Cependant, encore pris dans des systèmes de contraintes du fait de leurs interactions économiques avec le système, et donc exposées aux mêmes risques que les autres entreprises et collectivités, mais aussi faisant face à un pouvoir politico-économique qui les tolère ponctuellement, mais dispose de moyens de répression pour les détruire, elles ne peuvent constituer des modèles d'émancipation que ce soit du point de vue de leurs réalisations concrètes, encore partielles, ou du point de vue stratégique. Cependant, en plus d'expérimenter des fonctionnements

alternatifs et de préparer celles et ceux qui y participent à d'autres rapports sociaux, elles ont pour apport bénéfique de démontrer qu'autre chose est possible, et donc de stimuler l'imaginaire et de susciter des désire de changer le système.

De la lutte immédiate à la prise de contrôle de moyens de production...

Au-delà de l'amélioration immédiate le quotidien, dont partent la majorité des premières formes d'engagement dans la lutte sociale, politique, et révolutionnaire, le but des luttes sociales consiste dans l'objectif-étape de prise de contrôle commune et démocratique des moyens de production. Pour cela, plusieurs conditions sont nécessaires, et en premier lieu la prise de confiance de la classe prolétarienne en ses capacités de lutte et d'auto-organisation. Cette prise de confiance ne peut naitre que des luttes sociales bien organisée et victorieuses, d'expérimentations concrètes réussies, donnant envie de les reproduire, donnant envie aux autre de les imiter. Elles doivent ensuite se fédérer entre elles, en fonction des ponts de convergence qu'il existe entre les luttes, pour se rassembler dans un mouvement plus vaste, dont chaque lutte comporte un trait commun : la préservation et l'amélioration de la qualité de la vie humaine.

...A la transformation de la société

Mais la transformation de la société ne peut se résumer à l'application des revendications immédiates ou transitives et à la multiplication des expérimentations concrètes dans les formes qu'elles prennent sous le capitalisme, ni a une série de lutte victorieuses aboutissant à la victoire finale expropriant et brisant le pouvoir politique de la classe capitaliste. Ceci ne constitue que le point d'étape nécessaire, celui de la possibilité du réel choix social, avant une transformation plus profonde de la société (communisme, anarchisme, décroissance). C'est ici que la théorie critique, les utopies et les projets de société jouent leur rôle. Non seulement parce que la théorie critique identifie les limites du système, mais aussi parce que sa conjugaison avec l'utopie permet, non seulement en terme d'idées, de valeurs, d'espérances, mais aussi au niveau des formes sociales concrètes, la production d'un projet de société émancipé des éléments néfastes du système et a même de satisfaire pleinement ces aspirations. Cependant, il ne faudrait pas croire que ce débat autour des apports de la théorie critique et du projet de société, ne pourrait s'ouvrir que le jour de la révolution, ni même seulement durant les semaines ou les mois qui précèdent une révolution. Il doit s'ouvrir dès maintenant, non seulement pour stimuler l'imaginaire social et les désirs d'émancipation, mais aussi pour écarter immédiatement les fausses solutions qu'un mouvement aveuglé par les revendications immédiates et l'hégémonie des thèses réformistes pourrait reproduire, au risque de développer une émancipation sociale à minima, voir de mettre en péril cette révolution. Il en va donc de la responsabilité des anticapitalistes de diffuser largement les jalons stratégiques aussi bien que théoriques d'une émancipation sociale réussie. Seule la progression de l'organisation et de la combattivité sociale, conjuguée à celle la conscience des conditions éthiques et structurelles de l'émancipation, pourra venir à bout de ce système destructeur et mortifère, et libérer le véritable potentiel d'émancipation que comporte la société.